

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 715

16 mars 2015

SOMMAIRE

AXA IM Fixed Income Investment Strategies	34288	LRI Invest S.A.	34287
BIL Pension Fund	34314	Maco International S.A.	34288
Broekhof Holding B.V. S.à r.l.	34277	Magical S.A., SPF	34274
Clever Games S.A.	34313	MGE Neumunster Holdings S.à r.l.	34278
Clickbus Pakistan Holding S.C.Sp.	34285	Nickel Grafton One S.à r.l.	34320
Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	34294	Nightsky S.à r.l.	34278
Daraz Bangladesh S.C.Sp	34286	OCM Luxembourg OPVS VII Blocker S.à r.l.	34320
Deutsche MAG FI SICAV	34299	Polare S.A.	34287
EKIAM S. à r. l. & Cie. R.T. Erste S.e.c.s.	34286	Restaurant Pizzeria NELLY	34287
FCRE 1 S.à r.l.	34275	ROLLINGER Toiture	34288
Fiducial Expertise S.A.	34276	Rollinvest S.A.	34297
Franklin Templeton Shariah Funds	34278	Rosny S.A., SPF	34275
Gagfah S.A.	34282	RTL Group S.A.	34279
Global Bond Series VI, S.A.	34286	Swiss Life Funds (Lux)	34279
HSBC Fund Services (Luxembourg) S.A.	34290	Telecom Italia Finance	34274
HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.	34290	Timbercreek Real Estate Fund	34280
Kapital Ertrag Global	34287	Vanbrassen S.A.	34276
KBL EPB Monetary Fund	34274	Vanbrugen S.A.	34276
Kerima Immobilien S.A.	34277	Van de Velde S.A.	34275
LAO	34285	Vanleuven S.A.	34277
		Vanmeulen S.A.	34277
		w & p european equity	34287

Telecom Italia Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 76.448.

—
The ANNUAL SHAREHOLDER'S GENERAL MEETING

of Telecom Italia Finance, Société Anonyme will take place on *1st April 2015*, at 12.00 a.m., at the Company's premises.
The agenda shall be the following:

Agenda:

- Report of the Board of Directors and of the Independent Auditor; Financials as of December 31, 2014; connected resolutions.
- Discharge of the Directors.

Luxembourg, February 27, 2015.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015037495/14.

Magical S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 34.821.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *1^{er} avril 2015* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2014, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2014.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015040780/1023/17.

KBL EPB Monetary Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 59.357.

Nous avons l'honneur de vous convier à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires de la Société (l'Assemblée) qui se tiendra au siège social le *1^{er} avril 2015* à 11h00 (heure de Luxembourg) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Prise de connaissance du rapport d'activité du conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Divers

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et sont adoptées à la simple majorité des voix exprimées à l'Assemblée. Des procurations sont disponibles au siège social de la Société.

Afin de participer à l'Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur sont invités à se présenter cinq jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg qui se chargera notamment de collecter leur(s) titre(s) au porteur en vue de leur immobilisation et inscription dans le registre des actions au porteur de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015040779/755/23.

Rosny S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 34.826.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 1^{er} avril 2015 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2014, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2014.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015040781/1023/17.

Van de Velde S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 183.515.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 avril 2015 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015040783/534/17.

FCRE 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.469.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 17 Décembre 2014

Au 17 Décembre 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- Approuver la démission de Pedro Fernandes das Neves, né le 15 Octobre 1974 à Lisbonne, Portugal, ayant comme adresse professionnelle 5, C rue Eugène Ruppert, L-2453-Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet le 17 Décembre 2014.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Julie K. Braun (gérant)
- Maqboolali Mohamed
- Herve Marsot (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 Décembre 2014.

CL III REO (offshore) LLC

Référence de publication: 2015022582/20.

(150025836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

Vanbrassen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 182.532.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 avril 2015 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015040784/534/17.

Vanbrugen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 181.980.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 avril 2015 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015040785/534/17.

Fiducial Expertise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.
R.C.S. Luxembourg B 47.269.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de la Société tenue en date du 03 mars 2014

En date du 03 mars 2014, l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de la Société a pris les résolutions de renouveler les mandats des personnes suivantes avec effet immédiat et ce, pour une durée déterminée jusqu'à l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 30 septembre 2014:

- Monsieur Christian LATOUCHE, Administrateur et Président,
 - Monsieur Luc PARENTY, Administrateur et Administrateur-Délégué,
 - Madame Nathalie JARJAILLE, Administrateur,
 - Monsieur Jean-Bernard ZEIMET, Administrateur,
 - La société Administration Technique et Travaux Comptables S.A. - ATTC S.A., Commissaire aux comptes
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 mars 2014.

Pour la société

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2015022590/20.

(150027133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

Kerima Immobiliën S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 113.043.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015022765/9.

(150025991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

Broekhof Holding B.V. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 94.793.

Herr Alhard von KETELHODT ist mit Wirkung vom 06. Januar 2015 von seinem Amt als Geschäftsführer der Gesellschaft BROEKHOF HOLDING B.V. S.à. r.l. (R.C.S. LUXEMBOURG B 94.793) zurückgetreten,

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 09. Februar 2015.

Référence de publication: 2015024083/11.

(150027503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

Vanleuven S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 181.976.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 avril 2015 à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015040786/534/17.

Vanmeulen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 181.977.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 avril 2015 à 13.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015040787/534/17.

Nightsky S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 170.565.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015022914/9.

(150026875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

MGE Neumunster Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 130.362.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015022892/9.

(150026509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

Franklin Templeton Shariah Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 169.965.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of Franklin Templeton Shariah Funds (the "Fund") will be held at the registered office of the Fund on *March 31, 2015*, at 2:30 p.m., with the following agenda:

Agenda:

- Presentation of the Report of the Board of Directors;
- Presentation of the Report of the Shariah Board;
- Presentation of the Report of the Auditors;
- Approval of the Financial Statements of the Fund for the accounting period ended October 31, 2014;
- Discharge of the Board of Directors;
- Re-appointment of the following four Directors: William Jackson, Hans J. Wisser, James F. Kinloch and James Hammond;
- Re-election of PricewaterhouseCoopers Société Coopérative as Auditors;
- Approval of the payment of dividends for the accounting period ended October 31, 2014;
- Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

VOTING

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

VOTING ARRANGEMENTS

Shareholders who cannot attend the Meeting may vote by proxy by returning the Form of Proxy sent to them to the offices of the management company of the Fund, Franklin Templeton International Services S.à r.l., 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, no later than March 24, 2015 at 5:00 p.m.

VENUE OF THE MEETING

Shareholders are hereby advised that the Meeting may be held at such other place in Luxembourg than the registered office of the Fund if exceptional circumstances so require in the absolute and final judgment of the Chairperson of the Meeting. In such latter case, the Shareholders present at the registered office of the Fund on March 31, 2015, at 2:30 p.m., will be duly informed of the exact venue of the Meeting, which will then start at 3:30 p.m.

To attend the Meeting, Shareholders shall be present at the registered office of the Fund at 2:00 p.m.

Please note that all references to time in this notice mean Luxembourg time.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015040777/755/36.

Swiss Life Funds (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 69.186.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle réconvoquée le 15 janvier 2015

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en décembre 2015, les mandats d'Administrateur de Mesdames Dagmar MARONI (Président) et Laurence BEZANCON et de Messieurs Özkan AKCAÖZ et Lorenzo KYBURZ.

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Décembre 2015, PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, résidant professionnellement au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises Agréée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015022094/15.

(150025541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

RTL Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 10.807.

—
Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 15 avril 2015, à 15.00 heures, au siège social (45, bld Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg-Kirchberg), à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du réviseur d'entreprises agréé (sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2014)
2. Approbation des comptes annuels sociaux et consolidés au 31 décembre 2014
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé
5. Nominations statutaires
6. Divers.

Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée générale

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

En vertu de l'article 24 des Statuts de la Société en vigueur («les Statuts») seules les personnes disposant de la qualité d'actionnaire le 1^{er} avril 2015 à vingt-quatre heures, (heure de Luxembourg) ci-après appelée «Date d'Enregistrement», auront le droit de participer et de voter à l'Assemblée générale du 15 avril 2015.

Sous réserve des dispositions qui suivent et au plus tard à la Date d'Enregistrement, tout actionnaire désirant participer à l'Assemblée générale du 15 avril 2015, en personne, par procuration ou en votant par correspondance, doit en manifester la volonté en renvoyant le formulaire de déclaration de participation par courrier à l'attention de M. Edouard de Fierlant, par fax: 0352.24.86.37.51 ou par courriel à shareholders@rtlgroup.com.

Mode de participation à l'Assemblée générale

Il n'est pas prévu de transmission de l'Assemblée générale en temps réel ni de participation au vote par des moyens électroniques.

Les actionnaires au porteur désirant assister personnellement à cette Assemblée sont invités à demander à l'organisme financier gestionnaire de leur compte titres de présenter une attestation établissant leur qualité d'actionnaire à la Date d'Enregistrement à ING Luxembourg S.A. auprès de Mme Valérie Bergmann tél: 00352.44.99.49.16, courriel: ca@ing.lu.

Sur présentation de la prédite attestation ING délivrera, endéans le 9 avril 2015, une carte d'admission.

Les actionnaires au porteur n'assistant pas personnellement à cette Assemblée et souhaitant voter par correspondance devront faire parvenir à la Société le formulaire de vote par correspondance, accompagné de l'attestation établissant leur qualité d'actionnaire à la Date d'Enregistrement, à la société RTL Group par courrier à l'attention de M. Edouard de Fierlant, par fax: 00352.24.86.37.51 ou par courriel à shareholders@rtlgroup.com, au plus tard le 9 avril 2015.

Les actionnaires au porteur n'assistant pas personnellement à cette Assemblée et souhaitant être représentés devront faire parvenir le formulaire de procuration, accompagné de l'attestation établissant leur qualité d'actionnaire à la Date d'Enregistrement, à la société RTL Group par courrier à l'attention de M. Edouard de Fierlant, par fax: 00352.24.86.37.51 ou par courriel à shareholders@rtlgroup.com, au plus tard le 9 avril 2015.

Questions écrites

Jusqu'au 9 avril 2015, tout actionnaire pourra adresser à la Société des questions écrites, auxquelles il sera répondu séparément ou globalement au choix de la Société lors de l'Assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées («Loi droits des actionnaires»).

Les questions écrites devront être envoyées à la société RTL Group par courrier à l'attention de M. Edouard de Fierlant, par fax: 00352.24.86.37.51 ou par courriel à shareholders@rtlgroup.com. Elles devront être accompagnées d'une attestation établissant la qualité d'actionnaire, à la Date d'Enregistrement.

Demandes d'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions

En vertu de l'article 22 des Statuts, un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble d'au moins 5% du capital ont le droit d'inscrire des points à l'ordre du jour et de déposer des projets de résolutions concernant les points inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions par les actionnaires doivent être envoyées, au plus tard le 24 mars 2015, à la société RTL Group par courrier à l'attention de M. Edouard de Fierlant, par fax: 00352.24.86.37.51 ou par courriel à shareholders@rtlgroup.com, avec demande d'en accuser réception.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées.

Une attestation établissant la qualité d'actionnaire devra également être jointe à ces demandes afin de justifier, à la Date d'Enregistrement, de la possession - seul ou ensemble - de la fraction du capital exigée.

En cas de demande, la Société publiera un ordre du jour révisé au plus tard le 31 mars 2015. Le texte des projets de résolutions présentés par les actionnaires sera mis en ligne, dès que possible, sur le site de la Société www.rtlgroup.com

Les formulaires de déclaration de participation à l'Assemblée, de vote par correspondance et de procuration ainsi que les informations détaillées sur les droits des actionnaires et leur participation à l'Assemblée et les documents préparatoires à l'Assemblée sont disponibles dès à présent sur le site internet de la Société www.rtlgroup.com, ou sur demande auprès du Company Secretary de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015040105/67.

Timbercreek Real Estate Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 144.640.

The board of directors herewith invites the shareholders, in accordance with the Company's Articles of Association (the "Articles"), to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to take place on *1st April 2015* at 9:40 a.m. CET, at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Capitalised terms not defined herein have the meaning assigned to them in the Prospectus of the Company.

The agenda is as follows:

Agenda:

1. Amendments of Articles of the Company

A. In Title II - SHARE CAPITAL - SHARES - NET ASSET VALUE

Art. 11.- Calculation of the Net Asset Value per Share:

a) sub-para 1 has to be read as follows

"The Net Asset Value per Share of each Class, Category and/or Sub-Fund shall be calculated by the Central Administrative Agent under the responsibility of the Board of Directors and the AIFM upon the frequency set forth in article 12 of these Articles of Incorporation and the Offering document and at least once a year (each a "Valuation Day") in accordance with Luxembourg law and the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (Lux GAAP)."

b) In section The value of such assets shall be determined as follows, lit. b) 1st sentence and 5th sentence have to be read as follows

1st sentence "Securities which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the AIFM in cooperation with the Board of Directors."

5th sentence "In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available Net Asset Value of such shares or units issued by such Investment Structures, the valuation of the shares or units issued by such Investment Structures may be estimated with prudence and in good faith by the AIFM in cooperation with the Board to take into account this evaluation event."

c) In section The value of such assets shall be determined as follows, lit. d) has to be read as follows

“The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the AIFM and the board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Sub-Fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the AIFM and the Board of Directors may deem fair and reasonable;”

d) In section The value of such assets shall be determined as follows, lit. e) has to be read as follows

“Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the AIFM and the Board of Directors;”

e) In section The value of such assets shall be determined as follows, lit. g) has to be read as follows

“Real estate or rights equivalent to real estate property, held directly or indirectly by the Fund will be valued at fair market value at least once per year according to international standards being performed by an independent expert. The hence determined annual value as monitored by the independent expert can be taken up to the next monitored valuation determination within one year. There exists the possibility to perform single valuations within the financial year as instructed by the AIFM and the Board of Directors in order to confirm the market value of a specific real estate or right equivalent to real estate property. Additionally, in case of sale or purchase of real estate or of the right equivalent to real estate property by or from the Fund there will be a value determination performed by two independent experts.”

f) In section The value of such assets shall be determined as follows, the last sub para has to be read as follows

“The AIFM in close cooperation with the Board of Directors, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company and/or its Sub-Funds in compliance with Luxembourg law and Lux GAAP. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administrative Agent can rely on such deviations as approved by the Company and the AIFM for the purpose of the Net Asset Value calculation.”

Art. 12. - Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of the Issue, the Redemption and the Conversion of Shares

a) sub-para 2 has to be read as follows

“The Company with the agreement of the AIFM may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund, Class and/or Category and the issue, redemption and conversion of its Shares to and from its Shareholders in the following cases: ...”

B. In the Title III - ADMINISTRATION AND SUPERVISION

Art. 19. - Alternative Investment Fund Managers

The Article was added and has to be read as follows:

“The Board appoints an external AIFM within the meaning of the 2013 Law.

The AIFM may delegate certain administrative, distribution and investment management functions to specialised service providers in consideration of the provisions of the 2013 Law.”

Art. 20. - Investment Manager and Investment Advisers

The Article has to be read as follows:

“ The AIFM in cooperation with the Company may appoint an Investment Manager to manage, under its overall control and responsibility, the securities portfolio of the various Sub-Funds of the Company.

The AIFM in cooperation with the Company may furthermore appoint an investment advisor with the responsibility to prepare the purchase and sale of any eligible investments for the Company and otherwise advise the Company with respect to asset management.

The powers and duties of the Investment Manager and the investment advisor as well as their remuneration will be described in an investment management agreement and/or investment advisory agreement to be entered into by the AIFM and the Investment Manager and/or investment advisor (as the case may be).”

Art. 23. - Auditors

Sub para 2 has to be read as follows:

“The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law and the 2013 Law.”

C. In the Title V - FINAL PROVISIONS

Art. 29. - Depositary

The Article has to be read as follows:

“To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in the 2013 Law, the Depository may discharge itself of liability, provided the conditions of such discharge as set out in the 2013 Law are fulfilled.”

Art. 33. - Transitory Dispositions

The Article was erased.

2. Miscellaneous

- The term “ Custodian” was replaced by the term “Depository”
- The term “Prospectus” was replaced by the term “Offering document”
- Spelling corrections

Quorum and Majority

Resolutions on the agenda of the extraordinary general meeting of Shareholders will require a quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding. Should the quorum of fifty percent (50%) of the shares issued and outstanding not be met at the extraordinary general meeting of Shareholders, a second meeting, which will validly deliberate irrespective of the number of shares represented, will be reconvened in due course with the same agenda.

The changes will only enter into force, and the documents, notably the Prospectus, will be available, only if all the resolutions have been validly taken, either at the initial extraordinary general meeting or the second extraordinary general meeting of Shareholders.

Representation of the Shareholders:

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you do not wish to attend the Extraordinary General Meeting of Shareholders would you please sign the special proxy form and return it to us until the 27 March 2015. Otherwise, the votes will not be taken into account by the company. Please fax the forms beforehand to (00352) 22 15 22 - 500 or send it by e-mail: d_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu.

By order of the Board,

Board of Directors.

Référence de publication: 2015040782/755/113.

Gagfah S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 109.526.

The Shareholders are hereby invited to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company to be held on *April 17, 2015* at 2 p.m. (Luxembourg time) and, in line with the resolution proposed to be passed at the Extraordinary General Meeting of Shareholders the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be equally held on *April 17, 2015* immediately following the Extraordinary General Meeting of Shareholders.

I. AGENDA OF THE EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(1) Amendment of the date of the Annual General Meeting so that it is held each year on the third Friday of April at 2 p.m. (Luxembourg time), and for 2015 on April 17, 2015; consequential amendment of the second paragraph of Article 15 of the Articles of Incorporation of the Company.

II. AGENDA OF THE ANNUAL GENERAL MEETING

(1) Presentation of the statutory Management Report and the consolidated Management Report for the financial year ended December 31, 2014;

(2) Presentation of the reports by the auditors of the Company in respect of the statutory financial statements of the Company and in respect of the consolidated financial statements of the Company and its Group, for the financial year ended December 31, 2014;

(3) Approval of the statutory financial statements of the Company for the financial year ended December 31, 2014;

(4) Approval of the consolidated financial statements of the Company and its Group for the financial year ended December 31, 2014;

(5) Resolution concerning the allocation of the results of the Company for the financial year ended December 31, 2014 and approval of the distribution of a dividend relating to the financial year ended December 31, 2014 in the amount of EUR 0.35 per share for holders of record on April 17, 2015;

(6) Discharge (quitus) to all the Directors of the Company who were in office during the financial year ended December 31, 2014;

(7) Election of Dr. Pierre Berna (independent) as Director of the Company (following co-optation which occurred on March 6, 2015), for a term to end at the Annual General Meeting of Shareholders approving the statutory financial statements of the Company for the financial year ending December 2019;

(8) Election of Mr. Rolf Buch as Director of the Company (following co-optation which occurred on March 6, 2015), for a term to end at the Annual General Meeting of Shareholders approving the statutory financial statements of the Company for the financial year ending December 2019;

(9) Compensation of Directors.

The Extraordinary General Meeting shall validly deliberate on its agenda provided a quorum of half of the issued share capital of the Company is reached. If the quorum is not reached at the first Extraordinary General Meeting for the purpose of resolving on the agenda thereof, a second Extraordinary General Meeting of Shareholders may be convened with the same agenda at which no quorum requirement shall apply. The resolution concerning the agenda of the Extraordinary General Meeting shall be adopted by a majority of two-thirds of the votes validly cast.

The Annual General Meeting will only be held on April 17, 2015, to the extent the resolution proposed at the Extraordinary General Meeting is passed and will validly deliberate on the agenda regardless of the number of shareholders present and of the number of shares represented, and the resolutions relating to these agenda items will be adopted by a simple majority of the votes validly cast.

At both meetings, each share is entitled to one vote.

In compliance with the laws and regulations in force and applicable to the Company, the required supporting documentation, the convening notice, the total number of shares of the Company and voting rights, the draft resolutions, the Intention to Participate Form, the EGM/AGM Proxy Form and the Model Certificate of Evidence, are deposited and available in the English and German language at the Company's registered office and on the website of the Company (<http://www.gagfah.com>, "Investor Relations", "AGM/EGM"). Shareholders may upon request obtain a copy of the full, unabridged text of the documents to be submitted to the Extraordinary General Meeting or the Annual General Meeting and draft resolutions proposed to be adopted by the Extraordinary General Meeting or the Annual General Meeting by electronic means at the address of the Company indicated below or at the registered office of the Company by contacting HCE Haubrok AG ("Haubrok") (see contact details below) or the Company (see contact details below).

Shareholders may obtain free of charge a hard copy of the statutory and consolidated financial statements relating to the financial year 2014 (in English language only) at the Company's registered office or by contacting the Company or Haubrok (see contact details below).

III. RIGHT TO PUT ITEMS ON THE AGENDA AND TO TABLE DRAFT RESOLUTIONS

In accordance with the Luxembourg law of May 24, 2011, on the exercise of certain rights of shareholders in general meetings of listed companies (the "Shareholders' Rights Law"), shareholders holding individually or collectively at least five (5) per cent of the issued share capital of the Company: (a) have the right to put items on the agenda of the Extraordinary General Meeting or of the Annual General Meeting; and (b) have the right to table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the Extraordinary General Meeting or of the Annual General Meeting. Those rights shall be exercised by the request in writing of the relevant shareholders submitted to the Company by postal services or electronic means at the addresses of the Company indicated below. The request shall be accompanied by a justification or a draft proposed resolution and shall include the electronic or postal address to which the Company can acknowledge receipt of the request. Any such request from shareholders must be received by the Company at the latest on March 26, 2015 (midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time)).

IV. RIGHT TO ASK QUESTIONS AT THE EXTRAORDINARY GENERAL MEETING AND THE ANNUAL GENERAL MEETING

In accordance with the Shareholders' Rights Law, shareholders have the right to ask questions at the Extraordinary General Meeting or at the Annual General Meeting related to items on the respective agenda. The right to ask questions and the obligation of the Company to answer are subject to the measures to be taken by the Company to ensure the identification of shareholders, the good order of the Meeting and its preparation as well as the protection of confidentiality and business interests of the Company.

V. PARTICIPATION IN PERSON OR VOTING BY PROXY

In accordance with the Shareholders' Rights Law, the right to participate and speak at general meetings of shareholders and to vote in respect of the shares of the Company is restricted to those who are holders of shares of the Company on April 3, 2015 at midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time (the "Luxembourg Record Time")).

Shareholders will only be entitled to participate and/or to vote (personally or by proxy) at the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting in respect of those shares of the Company in respect of which they duly evidence that they were the holders thereof at the Luxembourg Record Time. Any changes to their shareholding after the Luxembourg Record Time shall be disregarded in determining the rights of any shareholder to participate and/or to vote (personally or by proxy) at the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting.

If you are a holder of shares of the Company at the Luxembourg Record Time and you wish to participate in the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting, you must complete and return on or before the Luxembourg Record Time the following documents:

- (i) the Intention to Participate Form (if you wish to participate in person); or
- (ii) the EGM/AGM Proxy Form (if you wish to vote by proxy).

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one sole person to represent them at the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting.

PLEASE NOTE THAT A FAILURE TO COMPLETE AND RETURN EITHER THE INTENTION TO PARTICIPATE FORM OR THE EGM/AGM PROXY FORM ON OR BEFORE THE LUXEMBOURG RECORD TIME MEANS THAT YOU WILL NOT BE ABLE TO PARTICIPATE IN OR VOTE AT THE MEETINGS.

If the Intention to Participate Form is received timely, then the EGM/AGM Proxy Form and the Certificate of Evidence may be returned after the Luxembourg Record Time but should still be returned as soon as possible and in any event no later than midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time) on April 10, 2015.

Please note if you want to participate in and vote at the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting (personally or by proxy) that you are by law required to provide reasonably satisfactory evidence to the Company (no later than midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time) on April 10, 2015) as to the number of the shares of the Company held by you at the Luxembourg Record Time. Such evidence must include at least: identity of the shareholder, his/her/its registered office/address, shareholder status, number of shares held by the shareholder on the Luxembourg Record Time and signature of relevant shareholder's bank or stockbroker (the "Certificate of Evidence"). Shareholders need to contact their bank or stockbroker with respect to the provision of such Certificate of Evidence and completion of the relevant certificate.

1. Conditions for participating in person

Holders of shares in the Company at the Luxembourg Record Time who wish to attend and vote at the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting in person must ask their financial intermediary where his/her/its shares are on deposit (bank, broker or other financial institution or intermediary) to duly complete and to deliver the Certificate of Evidence to the Company or Haubrok with the reference "EGM/AGM 2015 GAGFAH S.A." who must receive it no later than midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time) on April 10, 2015.

Holders of shares in the Company who wish to attend the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting in person after their timely registration, as mentioned above, must present a proof of their identity (in the form of a valid identity card or passport) at the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting. In order for the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting to proceed in a timely and orderly manner, shareholders are requested to arrive on time. The Extraordinary General Meeting will start promptly at 2:00 p.m. (Luxembourg time) and the Annual General Meeting immediately thereafter.

2. Conditions for voting by proxy

Holders of shares in the Company at the Luxembourg Record Time who are unable to attend the Extraordinary General Meeting and/or the Annual General Meeting in person may give voting instructions to a proxyholder of their choice.

Proxyholders must present a proof of their identity (in the form of a valid identity card or passport) at the Extraordinary General Meeting and at the Annual General Meeting. In order for the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting to proceed in a timely and orderly manner, proxyholders are requested to arrive on time. The Extraordinary General Meeting will start promptly at 2:00 p.m. (Luxembourg time) and the Annual General Meeting immediately thereafter.

Please note that GAGFAH S.A. offers to the shareholders the possibility to appoint Haubrok to act as their proxyholder who will cast their votes according to the instructions given by the shareholders. In order to give voting instructions to Haubrok, holders of shares in the Company must have delivered to Haubrok the completed, dated and duly signed EGM/AGM Proxy Form by no later than April 10, 2015 (midnight (12:00 p.m./24:00 Luxembourg time)). Haubrok will vote in accordance with the instructions given by the shareholder in the EGM/AGM Proxy Form. Please note that if the proxyholder is Haubrok and if no clear voting instructions have been given on the EGM/AGM Proxy Form no vote will be cast.

The EGM/AGM Proxy Form will only be valid if it includes the shareholder's and, as the case may be, his/her/its legal representative's first name, surname, official address and signature. Incomplete or erroneous EGM/AGM Proxy Forms or EGM/AGM Proxy Forms which do not comply with the formalities described therein will not be taken into account.

Shareholders of the Company who wish to change or revoke their proxy may do so in writing and by notifying the Company thereof by postal services or by electronic means addressed to Haubrok or the Company (at the addresses specified below) no later than April 16, 2015 (4:00 p.m. Luxembourg time).

A proxyholder enjoys the same rights to speak and ask questions at the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting as those to which the shareholder thus represented would be entitled. Please note that each shareholder may only appoint one proxyholder for his/her/its shares for the Extraordinary General Meeting and the Annual General Meeting except that (i) if a shareholder has shares of the Company held in more than one securities account, he/she/it

may appoint one proxyholder per securities account; and (ii) a shareholder acting professionally for the account of other natural or legal persons may appoint each of these natural or legal persons or third parties appointed by them.

A person acting as a proxyholder may hold a proxy from more than one shareholder without limitation as to the number of shareholders so represented. Where a proxyholder holds proxies from several shareholders, the proxyholder may cast votes for a certain shareholder differently from votes cast for another shareholder.

VI. TRANSPARENCY REQUIREMENTS / NOTIFICATIONS

In accordance with the Luxembourg law of January 11, 2008, on transparency obligations for issuers of securities, any shareholder(s) of the Company shall duly notify the Company (and the CSSF) where the percentage of voting rights held by such shareholder (or shareholders acting in concert) reaches, exceeds or falls below the thresholds of 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33 1/3%, 50% and 66 2/3%. As long as such shareholder has not made such notification, the exercise of voting rights relating to the shares exceeding the fraction that should have been notified is suspended.

On March 12, 2015, the Company had a total issued share capital of Euro 307,707,722.50, represented by 246,166,178 shares, each share carrying one vote except the 199,017 shares held in treasury, the voting rights of which have been suspended.

VII. CONTACT DETAILS

The contact details of the Company are as follows:

GAGFAH S.A.

2-4, rue Beck
L-1222 Luxembourg
Grand Duchy of Luxembourg
Attention: EGM/AGM 2015 GAGFAH S.A.
Phone: +352 266 366 1
Email: AGM@gagfah.com
Fax number: +352 266 366 01
Website: www.gagfah.com

The contact details of Haubrok are as follows:

HCE Haubrok AG

Landshuter Allee 10
80637 Munich, Germany
Attention: EGM/AGM 2015 GAGFAH S.A.
Phone: +49 89 210 27 333
Email: registration@hce.de
Fax number: +49 89 210 27 288

GAGFAH S.A.

For the Board of Directors

(the Chairman)

Référence de publication: 2015040778/755/173.

LAO, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 19-21, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 150.892.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015022821/10.

(150027093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

Clickbus Pakistan Holding S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.413.

En date du 1^{er} octobre 2014, le siège social de la Société a été transféré du 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg avec effet immédiat.

En conséquence, l'associé commandité et gérant de la Société, Clickbus (GP) S.à r.l. précité, a également déménagé son siège social au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2015.

Clickbus Pakistan Holding S.C.Sp.

Référence de publication: 2015021600/14.

(150025724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Daraz Bangladesh S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.147.

En date du 1^{er} octobre 2014, le siège social de la Société a été transféré du 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg avec effet immédiat.

En conséquence, l'associé commandité et gérant de la Société, Asia Internet (GP) S.à r.l. précité, a également déménagé son siège social au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2015.

Daraz Bangladesh S.C.Sp.

Référence de publication: 2015021648/14.

(150025800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Global Bond Series VI, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 159.221.

La décision suivante a été prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 3 février 2015:

- Nomination de EQ Audit S.à r.l., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B124.782, ayant son siège social au 2, rue Joseph Hackin, L- 1746 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2015.

Pour la société

Fabrice Rota

Administrateur

Référence de publication: 2015021742/17.

(150025163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

EKIAM S. à r. l. & Cie. R.T. Erste S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 16, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 149.804.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Auszug aus dem Gesellschafterbeschluss vom 29.10.2014 über die Gesellschafterversammlung der EKIAM S. à r. l. & Cie. R.T. Erste S.e.c.s.

Mit Gesellschafterbeschluss vom 29.10.2014 wurde die EKIAM Management S. à r. l. von dem alleinigen Kommanditisten beauftragt, die Gesellschaft zum 31.12.2014 zu liquidieren.

Die Gesellschaftsdokumente und Bücher verbleiben für den gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraum in den Räumen des Kommanditisten

Herr Dr. Ralf Teichert

Merianblick 20

D- 37154 Northeim

zur Verfügung der Finanzverwaltung.

Die Liquidation wurde zum 31.12.2014 abgeschlossen.

Grevenmacher, den 05.01.2015.

EKIAM Management S. à r. l.

Vertreten durch Wolfgang Albus

Den Liquidator

Référence de publication: 2015021690/23.

(150025288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Restaurant Pizzeria NELLY, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5692 Elvange, 4, rue d'Emerange.

R.C.S. Luxembourg B 113.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015023040/9.

(150026347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

Polare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 148.721.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015023005/10.

(150026776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

w & p european equity, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2015010391/10.

(150012192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Kapital Ertrag Global, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft / Verwahrstelle

Référence de publication: 2015010392/10.

(150012193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 28.101.

*Auszug aus dem Beschluss des Aufsichtsrates der LRI Invest S.A. („Gesellschaft“)
im schriftlichen Umlaufverfahren vom 26. Januar 2015*

Gemäß Artikel 17 der Satzung der Gesellschaft beschließen die Aufsichtsratsmitglieder die Berufung von Herrn Frank Alexander de Boer, geboren in Hilversum, am 12. Juni 1968, mit beruflicher Anschrift in L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, mit Wirkung ab dem 1. März 2015 bis zur jährlichen Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft des Jahres 2015 in den Vorstand.

Munsbach, den 9. März 2015.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Référence de publication: 2015039247/15.

(150044451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

AXA IM Fixed Income Investment Strategies, Fonds Commun de Placement.

The consolidated management regulations with respect to the common fund AXA IM Fixed Income Investment Strategies have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Le règlement de gestion coordonné concernant le fonds commun de placement AXA IM Fixed Income Investment Strategies a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AXA Funds Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2015039566/12.

(150044846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Maco International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 182.723.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises en date du 9 janvier 2015 par l'administrateur unique de la Société que le siège social de la Société a été transféré du 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Par conséquent, la Société est désormais sise au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg et ce, depuis le 1^{er} janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

MACO International S.A.

Référence de publication: 2015022846/15.

(150026524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

ROLLINGER Toiture, Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 70, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 117.653.

L'an deux mille quinze, le treize février.

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dénommée «ROLLINGER Toiture» (ci-après la "Société Scindée") une société anonyme luxembourgeoise établie et ayant son siège social à 70, rue des Prés, L-7333 Steinsel, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117653, constituée par acte reçu par le notaire Émile Schlessler, de résidence à Luxembourg, en date du 29 juin 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1701 du 12 septembre 2006.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Gernot Kos, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Thierry Hellers, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- Ordre du jour:

L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Constat de la publication du projet commun de scission.
2. Présentation du rapport du réviseur sur la valorisation de d'activité de la société anonyme «ROLLINGER Toiture», par apport du patrimoine actif et passif d'une branche d'activité à la société anonyme «ROLLINVEST S.A.».
3. Acceptation dudit rapport du réviseur d'entreprises.
4. Souscription et libération de l'augmentation de capital.
5. Augmentation du capital et modification de l'article 5, premier alinéa des statuts, concernant le capital social.
6. Effets des résolutions.
7. Divers.

II.- Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec les procurations paraphées «ne varietur» par tous les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Il résulte de la liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée et qu'il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage. Dès lors, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- Ces faits exposés étant reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci après délibération, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

En date du 30 décembre 2014, les conseils d'administrations respectifs des sociétés anonymes:

- «ROLLINVEST S.A.», établie et ayant son siège social à 70, rue des Prés, L-7333 Steinsel, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152514, la «Société Absorbante»

- «ROLLINGER Toiture», établie et ayant son siège social à 70, rue des Prés, L-7333 Steinsel, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117653, la «Société Scindée»

ont acté un projet commun de scission d'une branche d'activité de la prédite société anonyme «ROLLINGER Toiture», au profit de la société anonyme «ROLLINVEST S.A.», conformément à la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement.

L'assemblée constate que le projet de scission a été à la disposition des actionnaires de la Société Scindée et de la Société Absorbante au siège social de la Société Scindée au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale ensemble avec les comptes annuels et le rapport de gestion des deux derniers exercices.

L'assemblée constate que personne n'a demandé une modification du projet ou ne s'est opposé aux opérations projetées.

Pour autant que de besoin, l'Assemblée confirme, approuve et accepte ledit projet de scission acté par le notaire instrumentaire en date du 30 décembre 2014 tel que publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 76 du 12 janvier 2015.

Deuxième résolution:

La société à responsabilité limitée «Statera Audit», enregistrée en tant que cabinet de révision agréé, sous le numéro d'identification 126, établie et ayant son siège social au L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.148, a établi son rapport pour les besoins des articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales concernant la description de l'opération projetée et la rémunération de cet apport, rapport daté du 07 janvier 2014, lequel conclut comme suit:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que

- les méthodes retenues ne sont pas adéquates;

- la valeur globale de la branche d'activité de ROLLINGER TOITURE S.A. à transférer de plein droit à ROLLINVEST S.A., tel que décrit dans le projet de scission publié intégralement au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 12 janvier 2015, ne correspond pas au moins à la valeur des 261 actions à émettre en contrepartie ayant une valeur nominale de 100 € chacune.»

Une copie du rapport du réviseur d'entreprises, après avoir été signé «ne varietur» par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé et avec lequel acte il forme et formera un tout indivisible.

Pour autant que de besoin, l'Assemblée confirme, approuve et entérine ledit rapport.

Troisième résolution:

Suite à la publication du projet de scission ainsi qu'aux conclusions du rapport qui précède, l'assemblée accepte purement et simplement et irrévocablement, l'apport de la branche d'activité concernée à la société anonyme «ROLLINVEST S.A.» par la société anonyme «ROLLINGER Toiture», pour sa valeur nette comptable de deux cent quatre-vingt-dix mille euros (290.000,00 €).

L'assemblée constate que dans la mesure où la société Rollinvest s.a. détient une participation de 91 % dans la société Rollinger Toiture s.a., il n'y a lieu d'émettre des actions nouvelles qu'en contrepartie de la branche d'activité non indirectement détenue par la société Rollinvest s.a., soit d'effectuer un apport net, respectivement une augmentation de capital dans la société Rollinvest s.a. de 9% de 290.000,- soit d'un montant de 26.100,- €.

L'assemblée constate encore que le bail emphytéotique existant entre la Société Scindée et la Société Absorbante (initialement conclu entre la Société Scindée et la société anonyme «Rollimmo S.A.» en vertu d'un acte reçu par Maître

Émile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 avril 2009, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg le 28 avril 2009, volume 2189, numéro 13, et repris par la Société Absorbante lors de l'acquisition du terrain en question par cette dernière suivant acte de vente acte reçu par Maître Émile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 avril 2011, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg le 5 mai 2011, volume 2356, numéro 74), portant sur les parcelles sises 70, rue des Prés, L-7333 Steinsel, et inscrites au cadastre sous la commune de Steinsel, section B de Steinsel, numéro 783/1094, lieudit «Beim Kirschenbaemchen», pré, contenant 14,40 ares, numéro 785/320, même lieu-dit et nature, contenant 9,20 ares, numéro 788/1562, même lieu-dit et nature, contenant 15,20 ares, numéro 790/327, même lieu-dit et nature, contenant 19,30 ares, numéro 794/3434, même lieu-dit et nature, contenant 11,85 ares, prend ainsi fin par confusion dans le chef de la Société Absorbante de la qualité d'emphytéote et de propriétaire du fonds.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole l'assemblée est clôturée par le président.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentant, par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte aucun actionnaire n'exprimant la demande de l'émarger.

Signé: Kos, Hellers, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 18 février 2015. Relation: DAC/2015/2914. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 20 février 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015039982/104.

(150045346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 28.531.

HSBC Fund Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 26.760.

In the year two thousand fifteen, on the fifth day of March,
before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains,

there appeared:

1) HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A., a société anonyme, duly incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 28531, incorporated pursuant to a deed of Maître Reginald Neuman, notary residing at the time in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 19 July 1988, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 29 September 1988, number 255.

The articles of association have been amended for the last time on 23 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 20 January 2015 under number 143 (the "Absorbing Company");

duly represented by Me Michael Jonas, lawyer, professionally residing in Luxembourg, acting as representative of the board of managers of the Absorbing Company,

by virtue of a proxy under private seal given on February 27, 2015;

and

2) HSBC Fund Services (Luxembourg) S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 26760, incorporated pursuant to a notarial deed on 28 October 1987, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 15 January 1988 under number 81.

The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 9 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 22 December 2014 under number 3960 (the "Absorbed Company" and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies");

duly represented by Me Philippe Harles, lawyer, professionally residing in Luxembourg, acting as representative of the board of managers of the Absorbed Company,

by virtue of a proxy under private seal given on February 27, 2015.

Said proxies, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in the here above stated capacities, have required the undersigned notary to record the following:

JOINT MERGER PROPOSAL

1. Background. The Absorbing Company holds two thousand (2,000) shares of the Absorbed Company, representing one hundred percent (100%) of the share capital and voting rights of the Absorbed Company as of the date of the publication of this merger project, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. Legal Effect. The Absorbing Company proposes to absorb the Absorbed Company without issuance of new shares by way of transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company, pursuant to the provisions of articles 257 and 278 and following of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the “Law”) and in particular articles 278 and following of the Law with respect to a simplified merger.

The Absorbing Company shall itself carry out all formalities, including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry into effect the merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Insofar as required by law or deemed necessary or useful, appropriate transfer instruments shall be executed by the Merging Companies to effect the transfer of the assets and liabilities transferred by the Absorbed Company to the Absorbing Company.

3. Effective Date between the Merging Companies. Subject to the rights of the sole shareholder of the Absorbing Company set out in 6) below, the dissolution of the Absorbed Company and the cancellation of the shares of the Absorbed Company shall become effective, among Merging Companies a month and a day after the publication of this joint merger proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

4. Effective Date towards Third Parties. Subject to the rights of the sole shareholder of the Absorbing Company set out in 6) below, the dissolution of the Absorbed Company and the cancellation of the shares of the Absorbed Company shall become effective towards third parties, in accordance with articles 273 and 279 (1) of the Law, on the date of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the minutes of the sole shareholder of the Merging Companies resolving on the merger and that the sole shareholder of the Absorbing Company has not requested the holding of a general meeting to resolve on the merger (the “Effective Date”), and will lead simultaneously to the effects set out in article 274 of the Law.

As from 1 January 2015, all operations and transactions of the Absorbed Company are considered for accounting and tax purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

As of the Effective Date, all rights and obligations of the Absorbed Company vis-à-vis third parties shall be taken over by the Absorbing Company. The Absorbing Company will in particular take over debts as own debts and all payment obligations of the Absorbed Company. The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all securities, either in rem or personal, attached thereto.

The Absorbing Company shall from the Effective Date carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company such as these agreements and obligations exist on the Effective Date and in particular carry out all agreements existing, if any, with the creditors of the Absorbed Company and shall be subrogated to all rights and obligations from such agreements.

As a result of the merger, (i) the Absorbed Company shall cease to exist and all its issued shares shall be cancelled and (ii) the Absorbing Company shall not change its corporate name and registered office and will continue to exist as a société anonyme registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 28531.

5. Shares. Since the Absorbing Company holds all the shares of the Absorbed Company, no shares shall be issued by the Absorbing Company in exchange for the transfer of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company.

6. Information regarding the merger. In accordance with paragraph 2 of article 267 (1) of the Law, the sole shareholders of the Merging Companies have expressly waived their rights to be provided with interim accounting statements of the Merging Companies.

The sole shareholder of the Absorbing Company has, within one month from the publication of this joint merger proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, access at the registered office of the Absorbing Company to all documents listed in article 267 paragraph (1) a) and b), of the Law and may obtain copies thereof, free of charge.

The sole shareholder of the Absorbing Company may within the time period set out in this paragraph request the convening of a shareholder meeting of the Absorbing Company to decide whether to approve the proposed merger.

7. Special advantages for the shareholders. The Merging Companies have no shareholder having special rights other than those as provided for in its articles of association and have not issued any securities other than shares which are not held by its sole shareholder.

8. Special advantages for the board members, auditors or experts. No special rights or advantages have been granted to the directors or auditors or experts (to the extent appointed) of the Merging Companies.

9. Creditor rights. In accordance with article 268 of the Law, creditors of the Merging Companies, whose claims predate the Effective Date, notwithstanding any agreement to the contrary, may apply, within two (2) months after the publication in the Mémorial of the minutes of the sole shareholder of the Merging Companies resolving on the merger, to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the debtor company is located and sitting as in commercial and urgent matters, to obtain adequate safeguards of collateral for any matured or unmatured debts, where they can be credibly demonstrate that due to the merger, the satisfaction of their claims is at stake and that no adequate safeguards have been obtained from the relevant merging company.

The president of such chamber shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the financial situation of the merging company after the merger. The debtor company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt.

If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

10. General. The expenses, costs, fees and charges resulting from the merger shall be borne by the Absorbing Company.

The books and records of the Absorbed Company will be held at the registered office of the Absorbing Company for the period legally prescribed.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the joint merger project and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le cinquième jour du mois de mars,
par-devant Maître Marc Loesch, notaire résidant à Mondorf-les-Bains,
ont comparu,

1) HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A., une société anonyme, constituée et existante conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 28531, constituée suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, notaire à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 19 juillet 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 29 septembre 1988, numéro 255.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié en date du 23 décembre 2014, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 20 janvier 2015 sous le numéro 143 (la «Société Absorbante»);

dûment représentée par Maître Michael Jonas, avocat, résidant à titre professionnel à Luxembourg, agissant comme mandataire du Conseil d'Administration de la Société Absorbante,

en vertu d'une procuration sous seing privé établie le 27 février 2015.

2) HSBC Fund Services (Luxembourg) S.A., une société anonyme, constituée et existante conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 26760, constituée suivant acte reçu par acte notarié en date du 28 octobre 1987, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 15 janvier 1988, numéro 81.

La dernière modification des statuts par un acte notarié, en date du 9 décembre 2014, a été publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 22 décembre 2014, numéro 3960 (la «Société Absorbée», ensemble avec la Société Absorbante, les «Société Fusionnantes»);

dûment représentée par Maître Philippe Harles, avocat, résidant à titre professionnel à Luxembourg, agissant comme mandataire du Conseil d'Administration de la Société Absorbée,

en vertu d'une procuration sous seing privé établie le 27 février 2015.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire soussignée, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire soussignée d'acter ce qui suit:

PROJET COMMUN DE FUSION

1. Contexte. La Société Absorbante détient deux mille (2.000) actions de la Société Absorbée, représentant cent pour cent (100%) du capital social et des droits de vote de la Société Absorbée à la date de publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. Effet juridique. La Société Absorbante propose d'absorber la Société Absorbée sans émission de nouvelles actions au travers de la réalisation du transfert de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante, en application des dispositions des articles 257 et 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») concernant les fusions simplifiées.

La Société Absorbante réalisera elle-même l'ensemble des formalités requises, et ce compris toutes publications prescrites par la loi, qui seront nécessaires ou utiles à l'effet de la fusion ainsi qu'au transfert de l'ensemble de l'actif ainsi que du passif de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante. Dans la mesure où ceci serait requis par la loi, ou bien réputé nécessaire ou encore utile, les actes de transfert appropriés devront être conclus par les Sociétés Fusionnantes, à l'effet de permettre la réalisation du transfert de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée au bénéfice de la Société Absorbante.

3. Date d'effet entre les Sociétés Fusionnantes. Sous réserve du respect des droits de l'associé unique de la Société Absorbante tels qu'exposés au point 6 ci-après, la dissolution de la Société Absorbée et l'annulation des actions de la Société Absorbée deviendront effectives entre Sociétés Fusionnantes un mois et un jour après la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

4. Date d'effet à l'égard des tiers. Sous réserve du respect des droits de l'associé unique de la Société Absorbante tels qu'exposés au point 6 ci-après, la dissolution de la Société Absorbée et l'annulation des actions de la Société Absorbée deviendront effectives à l'égard des tiers, en application des dispositions des articles 273 et 279 (1) de la Loi, à la date de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du procès-verbal de l'actionnaire unique des Sociétés Fusionnantes statuant sur la fusion et que l'actionnaire unique de la Société Absorbante n'a pas demandé la tenue d'une assemblée générale pour statuer sur la fusion (la «Date de Réalisation»), et emportera simultanément les effets prévus à l'article 274 de la Loi.

À compter du 1^{er} janvier 2015, l'ensemble des opérations ainsi que des transactions réalisées par la Société Absorbée sont considérées, à des fins comptables et fiscales, comme ayant été accomplies pour le compte de la Société Absorbante.

À compter de la Date de Réalisation, l'ensemble des droits et obligations de la Société Absorbée à l'égard des tiers seront repris à son compte par la Société Absorbante. La Société Absorbante reprendra notamment à son compte les dettes, qu'elle considèrera dès lors comme siennes, ainsi que toutes les obligations de paiement de la Société Absorbée. Les droits et créances compris dans l'actif de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante, accompagnés de l'ensemble des sûretés réelles et/ou personnelles y attachées.

La Société Absorbante exécutera à compter de la Date de Réalisation l'ensemble des contrats et obligations de toutes natures de la Société Absorbée, tels que ces-dit contrats et obligations existent à la Date de Réalisation, et exécutera notamment l'ensemble des contrats existants, le cas échéant, à l'égard des créanciers de la Société Absorbée, et sera subrogée dans l'ensemble des droits et obligations naissant de ces contrats.

En conséquence de la fusion, (i) la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit et les parts sociales émises par cette dernière seront annulées, (ii) la Société Absorbante ne changera pas de dénomination sociale ni de siège social et continuera d'exister sous la forme d'une société anonyme immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 28531.

5. Actions. La Société Absorbante détenant l'ensemble des actions de la Société Absorbée, aucune nouvelle action ne sera émise par la Société Absorbante en échange du transfert de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

6. Informations concernant la fusion. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 267 (1) de la Loi, les associés uniques des Sociétés Fusionnantes ont expressément renoncé à leurs droits d'obtenir des comptes intermédiaires des Sociétés Fusionnantes.

L'associé unique de la Société Absorbante se voit reconnaître le droit, durant une période de un mois courant à compter de la date de publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de consulter au siège social de la Société Absorbante l'ensemble des documents visés à l'article 267 paragraphe (1)a) et b) de la Loi et d'en obtenir gratuitement copie.

L'associé unique de la Société Absorbante peut, durant le délai visé au paragraphe ci-dessus, solliciter la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante qui devra se prononcer sur l'approbation de la fusion.

7. Avantages particuliers en faveur des actionnaires. Les Sociétés Fusionnantes n'ont aucun actionnaire ayant des avantages particuliers autre que ceux prévus dans leurs statuts et n'ont pas émis des titres autres que des actions qui ne soient pas détenus par leur actionnaire unique.

8. Avantages particuliers en faveur des membres du conseil d'administration ou des auditeurs ou des experts. Aucun droit ou avantage particulier n'a été accordé aux administrateurs, auditeur ou experts (le cas échéant) des Sociétés Fusionnantes.

9. Droits des créanciers. Conformément aux dispositions de l'article 268 de la Loi, les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont la créance est antérieure à la Date de Réalisation, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les 2 mois suivant la date de publication au Mémorial C, Recueil de Sociétés et Associations, du procès-verbal de l'actionnaire unique des Sociétés Fusionnantes pour statuer sur la fusion, demander au Président la chambre du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés adéquates pour des créances échues ou non échues, au cas où il peuvent démontrer de manière crédible que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la Société Fusionnante concernée ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

Le Président siégeant en la qualité décrite ci-dessus rejettera une telle demande si le créancier dispose déjà de garanties financières adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de la Société Absorbante après la fusion. La société débitrice peut écarter la demande en payant le créancier, même si la créance est à terme.

Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

10. Dispositions générales. Les dépenses, coûts, frais et charges résultant de la fusion seront portés par la Société Absorbante.

Les documents et registres sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée de la période prescrite par la loi.

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du projet commun de fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux parties fusionnantes conformément à la loi.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande du mandataire des comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; sur requête du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des comparantes, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire des comparantes a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: M. Jonas, P. Harles, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 10 mars 2015. GAC/2015/1964. Reçu douze euros. 12,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 11 mars 2015.

Référence de publication: 2015040414/230.

(150045772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Crédit Suisse (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 11.756.

In the year two thousand fifteen, on the thirtieth day of January,

Before us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 11756, pursuant to a deed of incorporation of Maître Carlo Funck, notary residing at the time in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 28 January 1974, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 30 on 15 February 1974. The articles of association of the Company were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 30 January 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was opened at 2.45 pm, with Mr. Yves Maas, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed Dr. Marion Rinke, professionally residing in Luxembourg, as secretary.

The meeting elected Mr. Michael Relke, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting was the following:

Agenda:

Increase of the authorised share capital of the Company from its current amount of two hundred million Swiss francs (CHF 200,000,000) up to three hundred million Swiss francs (CHF 300,000,000), authorization to the board of directors of the Company to increase the share capital of the Company within the limits of the authorised share capital through the issue of up to ninety-nine thousand sixty-four (99,064) shares with a par value of one thousand Swiss francs (CHF 1,000) each, without reserving to holders of shares a preferential right to subscribe for such shares, during a period ending five (5) years from the date of the publication of the present notarial deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and subsequent amendment of article 5 paragraphs 2 and 4 to the articles of association of the Company.

II. That the shareholders represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list has been controlled and signed by the board of the meeting.

The proxy of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary will also remain annexed to this deed.

III. That the entire share capital being represented at the present meeting and the represented shareholders declaring that it had due notice and got knowledge of the agenda prior to this extraordinary general meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the entire share capital, was regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

Having duly considered the sole item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously took, and required the notary to enact, the following sole resolution:

Sole Resolution:

After having read the board of director's report drawn up pursuant to article 32-3 (5) of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, the general meeting resolved to increase the authorised share capital of the Company from its current amount of two hundred million Swiss francs (CHF 200,000,000) up to three hundred million Swiss francs (CHF 300,000,000) and to authorise the board of directors of the Company to increase the share capital of the Company within the limits of the authorised share capital through the issue of up to ninety-nine thousand sixty-four (99,064) shares with a par value of one thousand Swiss francs (CHF 1,000) each, without reserving to holders of shares a preferential right to subscribe for such shares, during a period ending five (5) years from the date of the publication of the present notarial deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The general meeting further resolved to amend article 5 paragraphs 2 and 4 of the articles of association of the Company which shall read as follows:

"The board of directors is authorised to increase the share capital of the company up to a maximum authorised share capital of three hundred million Swiss francs (CHF 300,000,000.-) by the issue of up to ninety-nine thousand sixty-four (99,064) new shares, with a par value of one thousand Swiss francs (CHF 1,000.-) each."

"The authorization is valid during a period of five years from the date of publication of the notarial deed enacted on 30 January 2015 in the Mémorial C with the possibility to be renewed by a general meeting of the shareholders for the shares of the authorised capital not yet issued at this time."

Powers

The appearing parties, acting in the same interest, do hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

There being no further business, the meeting was closed at 2.59.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 1,200.

WHEREOF this deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausend fünfzehn, am dreißigsten Januar,

Vor uns, Maître Paul Bettingen, Notar mit Amtssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg,

wurde die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., eine société anonyme (Aktiengesellschaft), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit

Sitz in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg und eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 11756, gegründet gemäß einer Urkunde des Notars Carlo Funck, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 28. Januar 1974, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 30 am 15. Februar 1974. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 30. Januar 2015, welche noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Die Versammlung wurde um 14.45 Uhr mit Herrn Yves Maas, geschäftsansässig in Luxemburg, als Vorsitzendem eröffnet,

welcher Dr. Marion Rinke, geschäftsansässig in Luxemburg, als Sekretär ernannte.

Die Versammlung wählte Herrn Michael Relke, geschäftsansässig in Luxemburg, als Stimmzähler.

Nach Bestimmung des Vorstands der Versammlung, erklärte und ersuchte der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar zu beurkunden:

I. Dass die gegenwärtige Versammlung folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung:

Erhöhung des genehmigten Kapitals der Gesellschaft von seinem jetzigen Betrag von zweihundert Millionen Schweizer Franken (CHF 200.000.000) auf dreihundert Millionen Schweizer Franken (CHF 300.000.000), Ermächtigung des Verwaltungsrats der Gesellschaft das Gesellschaftskapital, im Rahmen des genehmigten Kapitals durch die Ausgabe von bis zu neunundneunzigtausendvierundsechzig (99.064) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Schweizer Franken (CHF 1.000) zu erhöhen, ohne den Inhabern von Aktien ein Vorzugsrecht für solche Aktien zu gewähren, während einer Zeitspanne von fünf (5) Jahren ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung der gegenwärtigen Urkunde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und anschließende Änderung von Artikel 5 Absätze 2 und 4 der Satzung der Gesellschaft.

II. Dass die vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien sind auf der Anwesenheitsliste aufgeführt; die Anwesenheitsliste wurde geprüft und vom Vorstand der Versammlung unterzeichnet.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche von den erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

III. Dass das gesamte Aktienkapital bei der gegenwärtigen Versammlung vertreten ist und die vertretenen Aktionäre erklärten, dass sie ordnungsgemäße Mitteilung und Kenntnis der Tagesordnung vor dieser außerordentlichen Generalversammlung erlangt hatten, so dass kein Einberufungsschreiben notwendig war.

IV. Dass in der gegenwärtigen außerordentlichen Generalversammlung das gesamte Aktienkapital vertreten ist, dass somit die Versammlung ordnungsgemäß zusammengetreten und befugt ist, über alle auf der Tagesordnung stehenden Punkte zu beraten.

Nach gebührender Prüfung des einzigen Punktes der Tagesordnung, nimmt die Generalversammlung der Aktionäre folgenden einzigen Beschluss, und ersucht den Notar, diesen zu beurkunden:

Einzigster Beschluss:

Nach Vorlesung des Berichts des Verwaltungsrats, welcher gemäß Artikel 32-3 (5) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner abgeänderten Fassung erstellt wurde, hat die Generalversammlung beschlossen das genehmigte Kapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zweihundert Millionen Schweizer Franken (CHF 200.000.000) auf dreihundert Millionen Schweizer Franken (CHF 300.000.000.) zu erhöhen und den Verwaltungsrat der Gesellschaft zu ermächtigen, das Gesellschaftskapital, im Rahmen des genehmigten Kapitals durch die Ausgabe von bis zu neunundneunzigtausendvierundsechzig (99.064) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Schweizer Franken (CHF 1.000), zu erhöhen, ohne den Inhabern von Aktien ein Vorzugsrecht für solche Aktien zu gewähren, während einer Zeitspanne von fünf (5) Jahren ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung der gegenwärtigen Urkunde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Die Generalversammlung beschließt anschließend Artikel 5 Absätze 2 und 4 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, welche von nun an wie folgt lauten sollen:

„Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, das Gesellschaftskapital auf einen Maximalbetrag von dreihundert Millionen Schweizer Franken (CHF 300.000.000,-) im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen durch die Ausgabe von bis zu neunundneunzigtausendvierundsechzig (99.064) neuen Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Schweizer Franken (CHF 1.000).“

„Die Ermächtigung ist während einer Dauer von fünf (5) Jahren ab dem Tag der Veröffentlichung der notariellen Urkunde vom 30. Januar 2015 im Mémorial C gültig, und kann bezüglich der Aktien des genehmigten Kapitals welche bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht ausgegeben wurden, durch eine Generalversammlung der Aktionäre erneuert werden.“

Vollmacht

Die Erschienenen, handelnd im gemeinsamen Interesse, erteilen hiermit einem jedem Angestellten des unterzeichnenden Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde (bezüglich Tippfehlern) der gegenwärtigen Urkunde aufzunehmen.

Da nichts Weiteres vorlag, wurde die Versammlung geschlossen um 14 Uhr 59.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Gebühren, und Belastungen, jeglicher Art, die von der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Beurkundung obliegen, werden auf ungefähr EUR 1.200 geschätzt.

WORÜBER diese Urkunde, in Luxemburg, zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Parteien, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument den erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt sind, haben die erschienenen Parteien die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Yves Maas, Marion Rinke, Michael Relke, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 2 février 2015. LAC / 2015 / 3001. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 9. Februar 2015.

Référence de publication: 2015033031/149.

(150036771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

Rollinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 70, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 152.514.

L'an deux mille quinze, le treize février.

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dénommée «ROLLINVEST S.A.», établie et ayant son siège social à 70, rue des Prés, L-7333 Steinsel, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152514, constituée par acte reçu par le notaire Émile Schlessler, de résidence à Luxembourg, en date du 7 avril 2010, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1082 du 22 mai 2010, la «Société Absorbante».

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Gernot Kos, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Thierry Hellers, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- Ordre du jour:

L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Constat de la publication du projet commun de scission.
2. Présentation du rapport du réviseur sur la valorisation de d'activité de la société anonyme «ROLLINGER Toiture», par apport du patrimoine actif et passif d'une branche d'activité à la société anonyme «ROLLINVEST S.A.».
3. Acceptation dudit rapport du réviseur d'entreprises.
4. Souscription et libération de l'augmentation de capital.
5. Augmentation du capital et modification de l'article 5, premier alinéa des statuts, concernant le capital social.
6. Effets des résolutions.
7. Divers.

II.- Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec les procurations paraphées «ne varietur» par tous les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Il résulte de la liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée et qu'il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage. Dès lors, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- Ces faits exposés étant reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci après délibération, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

En date du 30 décembre 2014, les conseils d'administrations respectifs des sociétés anonymes:

- «ROLLINVEST S.A.», établie et ayant son siège social à 70, rue des Prés, L-7333 Steinsel, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152514, la «Société Absorbante»

- «ROLLINGER Toiture», établie et ayant son siège social à 70, rue des Prés, L-7333 Steinsel, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117653, la «Société Scindée»

ont acté un projet commun de scission d'une branche d'activité de la prédite société anonyme «ROLLINGER Toiture», au profit de la société anonyme «ROLLINVEST S.A.», conformément à la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement.

L'assemblée constate que le projet de scission a été à la disposition des actionnaires de la Société Scindée et de la Société Absorbante au siège social de la Société Scindée au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale ensemble avec les comptes annuels et le rapport de gestion des deux derniers exercices.

L'assemblée constate que personne n'a demandé une modification du projet ou ne s'est opposé aux opérations projetées.

Pour autant que de besoin, l'Assemblée confirme, approuve et accepte ledit projet de scission acté par le notaire instrumentaire en date du 30 décembre 2014 tel que publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 76 du 12 janvier 2015.

Deuxième résolution:

La société à responsabilité limitée «Statera Audit», enregistrée en tant que cabinet de révision agréé, sous le numéro d'identification 126, établie et ayant son siège social au L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.148, a établi son rapport pour les besoins des articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales concernant la description de l'opération projetée et la rémunération de cet apport, rapport daté du 07 janvier 2014, lequel conclut comme suit:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que

- les méthodes retenues ne sont pas adéquates;

- la valeur globale de la branche d'activité de ROLLINGER TOITURE S.A. à transférer de plein droit à ROLLINVEST S.A., tel que décrit dans le projet de scission publié intégralement au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 12 janvier 2015, ne correspond pas au moins à la valeur des 261 actions à émettre en contrepartie ayant une valeur nominale de 100 € chacune.»

Une copie du rapport du réviseur d'entreprises, après avoir été signé «ne varietur» par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte avec lequel il sera formalisé et avec lequel acte il forme et formera un tout indivisible.

Pour autant que de besoin, l'Assemblée confirme, approuve et entérine ledit rapport.

Troisième résolution:

Suite à la publication du projet de scission ainsi qu'aux conclusions du rapport qui précède, l'assemblée accepte purement et simplement et irrévocablement, l'apport de la branche d'activité concernée à la société anonyme «ROLLINVEST S.A.» par la société anonyme «ROLLINGER Toiture», pour sa valeur nette comptable de deux cent quatre-vingt-dix mille euros (290.000,00 €).

L'assemblée constate encore que le bail emphytéotique existant entre la Société Scindée et la Société Absorbante (initialement conclu entre la Société Scindée et la société anonyme «Rollimmo S.A.» en vertu d'un acte reçu par Maître Émile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 avril 2009, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg le 28 avril 2009, volume 2189, numéro 13, et repris par la Société Absorbante lors de l'acquisition du terrain en question par cette dernière suivant acte de vente acte reçu par Maître Émile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 avril 2011, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg le 5 mai 2011, volume 2356, numéro 74), portant sur les parcelles sises 70, rue des Prés, L-7333 Steinsel, et inscrites au cadastre sous la commune de Steinsel, section B de Steinsel, numéro 783/1094, lieudit «Beim Kirschenbaeumchen», pré, contenant 14,40 ares, numéro 785/320, même lieu-dit et nature, contenant 9,20 ares, numéro 788/1562, même lieu-dit et nature, contenant 15,20 ares, numéro 790/327, même lieu-dit et nature, contenant 19,30 ares, numéro 794/3434, même lieu-dit et nature, contenant 11,85 ares, prend ainsi fin par confusion dans le chef de la Société Absorbante de la qualité d'emphytéote et de propriétaire du fonds.

Quatrième résolution:

L'assemblée constate et décide que dans la mesure où la société Rollinvest s.a. détient une participation de 91 % dans la société Rollinger Toiture s.a., il n'y a lieu d'émettre des actions nouvelles qu'en contrepartie de la branche d'activité

non indirectement détenue par la société Rollinvest s.a., soit d'effectuer une augmentation de capital de 9% de 290.000,- soit d'un montant de 26.100,- €.

Suite à ce qui précède, l'assemblée décide d'augmenter le capital social de la société anonyme «ROLLINVEST S.A.» d'un montant de vingt-six mille cent euros (26.100,00 €), d'émettre deux cent soixante et une (261) nouvelles actions sociales d'une valeur nominale de 100,- € chacune et d'accepter la souscription de ces actions nouvelles par les actionnaires de la prédite société «ROLLINGER Toiture», autres que la société Rollinvest s.a. (qui renonce pour autant que de besoin à tout droit quelconque à cet égard), qui les libèrent par le prédit apport de l'actif et du passif de la branche d'activité concernée, telle que valorisée aux termes du prédit rapport du réviseur d'entreprises STATERA AUDIT S.à r.l. comme suit:

Monsieur Marco Rollinger	43
Monsieur Dany Rollinger	109
Monsieur Tommy Rollinger	109
TOTAL:	261 actions

Cinquième résolution:

Conformément à cette augmentation de capital, l'assemblée décide de modifier l'article 5, premier alinéa des statuts de la société «ROLLINVEST S.A.» concernant le capital social, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à quatre-vingt-six mille cent euros (86.100,00 €) représenté par huit cent quatre-vingt et une (861) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,00 €) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole l'assemblée est clôturée par le président.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentant, par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte aucun actionnaire n'exprimant la demande de l'émarger.

Signé: Kos, Hellers, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 18 février 2015. Relation: DAC/2015/2913. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 20 février 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015038179/121.

(150043420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

Deutsche MAG FI SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 195.206.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth of February.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Oppenheim Asset Management Services S. à r.l., a private limited company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Registry number B 28.878,

duly represented by Mrs. Sabine EBERT, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 20 February 2015.

The aforementioned proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to this document to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its above-stated capacity, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a public limited company:

I. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme, qualifying as a société d'investissement à capital variable with multiple sub-funds under the name of "Deutsche MAG FI SICAV" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders (the “Shareholders”) adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

Art. 3. Corporate object. The exclusive object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities, money market instruments and other permissible assets such as referred to in the Act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended (the “Law”), with the purpose of offering various investment opportunities, spreading investment risk and offering its Shareholders the benefit of the management of the Company’s assets.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense within the framework of Part I of the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors (hereafter collegially referred to as the “Board of Directors” or the “Directors” or individually referred to as a “Director”) may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

II. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the Company, as defined in Article 11. The minimum capital of the Company shall not be less than the amount prescribed by the Law.

For consolidation purposes, the reference currency of the Company is the Euro.

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may also be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares (each a “Share”) or the repurchase by the Company of existing Shares from its Shareholders.

Art. 7. Sub-Funds. The Board of Directors is authorised without limitation to issue fully paid Shares at any time in accordance with Article 12 hereof without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

Shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds corresponding to separate portfolios of assets (each a “Sub-Fund”) (which may, as the Board of Directors shall determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of the Shares of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities, money market instruments or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities and other permitted assets, as the Board of Directors shall from time to time determine.

Each Sub-Fund is deemed to be a compartment within the meaning of the Law (in particular article 181 of the Law).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro.

Art. 8. Classes of Shares. The Board of Directors may decide, at any time, to create within each Sub-Fund different classes of Shares (each a “Class”) which may differ, inter alia, in their denominated currency, charging structure, the minimum investment requirements, the management fees or type of target investors, or correspond to a specific hedging or distribution policy, such as giving right to regular dividend payments (“Distribution Shares”) or giving no right to distributions (“Capitalisation Shares”). Fractions of Shares may be issued under the conditions as set out in the Company’s sales documents.

When the context so requires, references in these Articles of Incorporation to Sub-Fund(s) shall mean references to Class(es) of Shares and vice-versa.

Art. 9. Form of the Shares. The Company may issue Shares of each Sub-Fund and of each Class of Shares in registered form only.

Ownership of Shares is evidenced by entry in the register of Shareholders of the Company and is represented by confirmation of ownership. The Company will not issue share certificates.

All issued Shares of the Company shall be inscribed in the register of Shareholders and shall be kept at the registered office of the Company. Such Share register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile,

the number of Shares held by him, the Class of Share, the amounts paid for each such Share, the transfer of Shares and the dates of such transfers. The Share register is conclusive evidence of ownership.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the subscription price, under the conditions disclosed in the sales documents of the Company. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him.

The transfer of a Share shall be effected by a written declaration of transfer inscribed on the register of Shareholders, such declaration of transfer, in a form acceptable to the Company, to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any Shareholder has to indicate to the Company an address to be maintained in the Share register. All notices and announcements of the Company given to Shareholders shall be validly made at such address. Any Shareholder may, at any moment, request in writing amendments to his address as maintained in the Share register. The Shareholder shall be responsible for ensuring that its details, including its address, for the register of Shareholders are kept up to date and shall bear any and all responsibility should any details be incorrect or invalid.

The Company will recognise only one holder in respect of each Share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the person that has been designated to represent the joint owners.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, such fraction shall be entered into the register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Art. 10. Limitation to the ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any "U.S. person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person which is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a person which is precluded from holding shares in the Company;

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company, such as, but not limited to U.S. persons; and

d) where it appears to the Company that any person which is precluded from holding shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Board of Directors may request or where shares are held or acquired by or on behalf of any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of the requirements imposed by the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") and related US regulations), including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, (i) direct such shareholder to transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (ii) require compulsorily the purchase from any such shareholder of all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "purchase notice") upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed as to such shares in the register of Shareholders.

2) The price at which the shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called "the purchase price") shall be an amount equal to the per share net asset value of shares in the Company, determined in accordance with Article eleven hereof.

3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles the term "U.S. person" refers to any citizen or resident of the United States of America or to any corporation, association or entity created under the laws of the United States of America or to any other person included in the scope of the definition term "U.S. persons" according to the "Regulations S" enacted by the "United States Securities Act" in 1933 and in any subsequent amendment, or according to any other future law or regulation implemented in the United States of America to replace Regulation S as well as in the scope of the definition of "US Person" according to FATCA.

The Board of Directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to institutional investors within the meaning of the Article 174 of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund reserved for Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will convert the relevant Shares into Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Class of Shares or of a Sub-Fund with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant Shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of Shares and consequently refuse for any transfer of Shares to be entered into the register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where Shares of a Class of Shares or of a Sub-Fund to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, (i) each Shareholder who is precluded from holding Shares in the Company who holds Shares of the Company or (ii) each Shareholder who does not qualify as an Institutional Investor who holds Shares in a Class of Shares or of a Sub-Fund restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other Shareholders of the relevant Class of Shares or of a Sub-Fund and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its change of such status.

III. Net Asset Value, Issue and repurchase of Shares, Suspension of the calculation of the Net Asset Value

Art. 11. Net Asset Value. The Net Asset Value per Share of each Class of Shares in each Sub-Fund of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than twice a month or, subject to regulatory approval, no less than once a month, as the Board of Directors may determine (every such day for determination of the Net Asset Value being referred to herein as the "Valuation Day") on the basis of prices whose references are specified in the Company's sales documents.

The Net Asset Value per Share is expressed in the reference currency of each Sub-Fund/Class and, for each Class of Shares for all Sub-Funds, is determined by dividing the value of the total assets (including accrued income) of each Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares less the total liabilities of such Sub-Fund properly allocable to such Class of Shares by the total number of Shares of such Class outstanding on any Valuation Day. The Board of Directors may also apply dilution adjustments, swing pricing techniques as disclosed in the Company's sales document.

The valuation of the Net Asset Value per Share of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

A) The assets of the Company shall be deemed to include:

- (1) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (2) all bills and demand notes and accounts due (including the price of securities sold but not collected);
- (3) all securities, shares, bonds, units/shares in undertakings for collective investment, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;
- (4) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind; the Company may however adjust the valuation to check fluctuations of the market value of securities due to trading practices such a trading ex dividend or ex rights;
- (5) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;

(6) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company;

(7) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(2) The value of such securities, financial derivative instruments and assets will be determined on the basis of the closing or last available price on the stock exchange or any other Regulated Market as aforesaid on which these securities or assets are traded or admitted for trading.

(3) If a security is not traded or admitted on any official stock exchange or any Regulated Market, or in the case of securities so traded or admitted the last available price of which does not reflect their true value, the Directors are required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.

(4) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative. The reference to fair value shall be understood as a reference to the amount for which an asset could be exchanged, or a liability be settled, between knowledgeable, willing parties in an arm's length transaction. The reference to reliable and verifiable valuation shall be understood as a reference to a valuation, which does not rely only on market quotations of the counterparty and which fulfils the following criteria:

(a) The basis of the valuation is either a reliable up-to-market value of the instrument, or, if such value is not available, a pricing model using an adequate recognised methodology.

(b) Verification of the valuation is carried out by one of the following:

(i) an appropriate third party which is independent from the counterparty of the OTC derivative, at an adequate frequency and in such a way that the Company is able to check it;

(ii) a unit within the Company which is independent from the department in charge of managing the assets and which is adequately equipped for such purpose.

(5) Units or shares in undertakings for collective investments shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such undertakings.

(6) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

(7) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Directors may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(8) Any assets or liabilities in currencies other than the Reference Currency of the Sub-funds will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other recognised financial institution.

If after the Net Asset Value per Share has been calculated, there has been a material change in the quoted prices on the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a particular Sub-Fund is dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. In the case of such a second valuation, all issues, conversions or redemptions of Shares dealt with by the Sub-Fund for such a Valuation Day must be made in accordance with this second valuation.

B) The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(1) all loans, bills and accounts payable;

(2) all accrued or payable charges and expenses as further described in the sales documents of the Company (including but not limited to management fee, depositary fee and corporate agents' insurance premiums fee, remuneration of Directors and any other fees payable to representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and sales documents printing, financial reports and other documents made available to Shareholders, marketing and advertisement costs as well as costs incurred in relation to structures which may be required by law or regulations in the jurisdictions in which the Shares are marketed);

(3) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(4) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board of Directors; and

(5) all other liabilities, charges and expenses of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to Shares in the relevant Class toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C) The Directors shall establish a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(1) the proceeds from the allotment and issue of each Class of Shares of such Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

(2) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each reevaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(3) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(4) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the Net Asset Values of each pool; provided that all liabilities, attributable to a pool shall be binding on that pool; and

(5) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

D) For the purpose of valuation under this Article:

(1) Shares of the Company to be redeemed under Article 12 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(2) Shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(3) all investments, cash balances and other assets of any Sub-Fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund;

(4) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable; and

(5) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for management company services (if appointed), asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to Shareholders and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

E) The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more Sub-Fund(s) (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is applicable with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Directors may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. They may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

Art. 12. Issue, redemption and conversion of Shares. The Board of Directors is authorised to issue further fully paid-up Shares of each Class of each Sub-Fund at any time at a price based on the Net Asset Value per Share for each Class of Shares of each Sub-Fund determined in accordance with Article 11 hereof, as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable charges, as approved from time to time by the Board of Directors and described in the Company's sales document. Such price may be rounded upwards or downwards as the Board of Directors may resolve. During any initial offer period to be determined by the Board of Directors and disclosed to investors, the issue price may also be based on an initial subscription price, increased by any dilution levy and/or applicable charges (if any).

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new Shares.

The Company may accept to issue Shares in consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by applicable Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an approved statutory auditor.

All new Share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely paid-up, and the Shares issued carry the same rights as those Shares in existence on the date of the issuance. The subscription price shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and specified in the Company's sales documents.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the Directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

The subscription price (not including the sales commission or any other charges) may, upon approval of the Board of Directors, and subject to all applicable laws and regulations, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind (if legally required), be paid by contributing to the Company assets acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company. The costs for such subscription in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the shareholder requesting the subscription in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the subscription in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company provided that:

(i) the Company may determine the notice period required for lodging redemption requests. Applicable notice periods (if any) will be disclosed in the sales documents of the Company;

(ii) in the case of a request for redemption of part of his Shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of Shares of any one Class or in any one Sub-Fund with an aggregate Net Asset Value of less than such amount or number of Shares as the Board of Directors may determine from time to time and as described in the sales documents, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder;

(iii) the Company may limit the total number of Shares of any Sub-Fund which may be redeemed (including conversions) on a Valuation Day to a certain percentage as disclosed in the Company's sales documents of the Net Asset Value of such Sub-Fund on a Valuation Day. Redemption or conversion requests exceeding the threshold determined by the Board of Directors may be deferred as disclosed in the sales documents of the Company. Deferred redemption or conversion requests will be dealt in priority to later requests. Unless otherwise provided for herein, in case of deferral of redemption the relevant Shares shall be redeemed at a price based on the Net Asset Value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company.

The redemption proceeds shall be paid within the timeframe provided for in the sales documents of the Company and shall be based on the price for the relevant Class of Shares of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company.

If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Class of Shares of a given Sub-Fund being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

With the consent of or upon request of the Shareholder(s) concerned, the Board of Directors may satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the Shares to be redeemed as described in the Company's sales documents. Such redemption will, if required by law or regulation, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board of Directors will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed Shares. The costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company, in which case such costs may be borne in all or in part by the Company. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of Shares in the relevant Sub-Fund.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Unless otherwise provided for in the sales documents of the Company, any Shareholder is entitled to request the switching of whole or part of his Shares, provided that the Board of Directors may, in the Company's sales documents:

- a) set terms and conditions as to the right and frequency of switching of Shares between Sub-Funds or between Classes of Shares; and
- b) subject switching to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for switching, the aggregate Net Asset Value per Share of the Shares held by a Shareholder in any Class of Shares would fall below the minimum holding amount as disclosed in the sales document as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class, as stated in the sales documents.

Such a switching shall be effected on the basis of the Net Asset Value of the relevant Shares of the different Sub-Funds or Classes of Shares, determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof. The relevant number of Shares may be rounded up or down to a certain number of decimal places as determined by the Board of Directors and described in the sales documents.

Subscription, redemption and conversion requests shall be revocable under the conditions determined by the Board of Directors and disclosed (if any) in the sales documents of the Company as well as in the event of suspension of the Net Asset Value Calculation, as further detailed in Article 13 of these Articles of Incorporation.

Art. 13. Suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the issue, the redemption and the conversion of Shares. The Company may suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Share Classes and the issue, redemption and conversion of any Classes of Shares in the following circumstances:

- (a) during any period when, according to the opinion of the Directors, any of the principal stock exchanges or any other Regulated Market on which any substantial portion of the Sub-fund's investments of the relevant Share Class for the time being are quoted, is closed, or during which dealings are restricted or suspended; or
- (b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant Sub-fund by the Company is impracticable; or
- (c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-fund's investments or the current prices or values on any market or stock exchange; or
- (d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such Shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange; or
- (e) if the Company is being or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the meeting of Shareholders at which a resolution to wind up the Company is proposed;
- (f) if the calculation of the share or unit price in the respective Master Fund, in which one or more Sub-fund(s) invest in, has been suspended; or
- (g) in the event of a merger or a similar event concerning the Company and/or one or more Sub-fund(s) if deemed necessary by the Board in the best interest of the Shareholders concerned; or
- (h) in case of the suspension of the calculation of an index underlying a financial derivative investment material to a Sub-fund.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share of any Sub-fund shall not affect the valuation of other Sub-funds, unless these Sub-funds are also affected.

During a period of suspension or deferral, a Shareholder may withdraw his request in respect of any Shares not redeemed or switched, by notice in writing received by the Registrar and Transfer Agent before the end of such period.

The Company may cease the issue, allocation, conversion and redemption of the Shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value of a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund which is not suspended.

To the extent legally or regulatory required or decided by the Company, Shareholders who have requested conversion or redemption of their Shares will be promptly notified in writing of any such suspension and of the termination thereof. The Board of Directors may also make public such suspension in such a manner as it deems appropriate.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscription, redemption and conversion applications shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of Net Asset Value calculation by the Company.

IV. General Shareholders' meetings

Art. 14. General provisions. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Company

regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 15. Annual general Shareholders' meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting in Luxembourg at 11:00 a.m. (Luxembourg time) on the first Wednesday of June in each year. If such day is not a bank business day in Luxembourg, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of Shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of Shareholders or of holders of Shares of any specific Sub-Fund or Class may, where required or appropriate, be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 16. General meetings of Shareholders of Classes of Shares. The Shareholders of any Sub-Fund or any Class of Shares may hold or be convened to, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or Class of Shares.

Two or more Classes of Shares or Sub-Funds may be treated as a single Class or Sub-Fund if such Sub-Funds or Classes would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of Shares relating to the separate Sub-Funds or Classes.

Art. 17. Shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole Share, regardless of the Class and of the Sub-Fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Fractions of Shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to Shares in respect of which the Shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

If and to the extent permitted by the Board of Directors for a specific meeting of Shareholders, each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least (i) the name, address or registered office of the relevant Shareholder, (ii) the total number of Shares held by the relevant Shareholder and, if applicable, the number of Shares of each Class held by the relevant Shareholder, (iii) the place, date and time of the general meeting, (iv) the agenda of the general meeting, (v) the proposal submitted for decision of the general meeting, as well as (vi) for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention shall be void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of Shareholders to which they relate.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Where there is more than one Class of Shares or Sub-Fund and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by Shareholders of such Class of Shares or Sub-Fund in accordance with the quorum and majority requirements provided for by this Article.

Art. 18. Notice to the general Shareholders' meetings. Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company. To the extent required by law, the notice shall be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of Shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to participate at a general meeting of Shareholders and to exercise the voting right attached to his Shares will be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

V. Management of the Company

Art. 19. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not to be Shareholders of the Company.

Art. 20. Duration of the appointment of the Directors, renewal of the Board of Directors. The Directors shall be elected by a general meeting of Shareholders for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced or an additional director appointed at any time by resolution adopted by the general meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a new Director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of Shareholders.

Art. 21. Committee of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders.

Art. 22. Meetings and deliberations of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and the Board of Directors, but in his absence the Shareholders or the Board of Directors may appoint another Director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of Shareholders and in the case no Director is present, any other person may be appointed as chairman.

The Board of Directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meetings of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, facsimile transmission or any other electronic means capable of evidencing such vote.

Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference or video conference means, provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of all the Directors are present or represented at a meeting of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, telexes, facsimile transmission and other means capable of evidencing such consent.

The Board of Directors may delegate, under its responsibility and supervision, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors.

Art. 23. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 24. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company shall be engaged by the signature of two members of the Board of Directors or by the individual signature of any duly authorised officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 25. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always

in compliance with the principle of risk diversification. When any investment policies are determined and implemented, the Board of Directors shall ensure compliance with the following provisions:

The Board of Directors may decide that investment of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State (as defined by the Law) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in Europe, Asia, Oceania (including Australia), the American continents and Africa, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities, and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each Sub-Fund of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to any member state of the Organisation for Economic Cooperation and Development (“OECD”) Singapore, or any member state of the G20, including the People’s Republic of China), or public international bodies of which one or more of Member States of the European Union are members, provided that in the cases where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Sub-Fund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such Sub-Fund’s total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and / or over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may decide that investments of a Sub-Fund to be made with the aim to replicate a certain index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf, carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of Shareholders, Article 48 paragraphs (1) and (2) of the Law do not apply. Any reference in these Articles to “investments” and “assets” shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Company will not invest more than 10% of the net assets of any Sub-Fund in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) e) of the Law unless specifically foreseen in the sales documents of the Company for a Sub-Fund.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more Sub-Funds. The relevant legal provisions on the computation of the Net Asset Value will be applied accordingly. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to the Shares held by a Sub-Fund in another Sub-Fund are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these Shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum capital required by the Law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS Sub-Fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-Funds.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, as described in Article 11, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part will be co-managed among themselves.

Art. 26. Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of any such other company or firm.

Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason his connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, that Director or officer shall make such a conflict known to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of Shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors or by the single Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term “personal interest”, as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 27. Indemnification of the Directors. The Company may indemnify any Director, authorised officer, employee or agent, their heirs, executors and administrators, to the extent permitted by law, for all costs and expenses borne or paid by them in connection with any claim, action, law suit or proceedings brought against them in their capacity as Director, authorised officer, employee or agent of the Company, except in cases where they are ultimately sentenced for gross negligence. In the case of an out of court settlement, such indemnification will only be granted if the Company’s Legal Adviser is of the opinion that the Director, authorised officer, employee or agent in question did not fail in their duty and only if such an arrangement is approved beforehand by the Directors. The right to such indemnification does not exclude other rights to which the director, authorised officer, employee or agent are entitled. The rights to indemnification provided herein are separate and do not affect the other rights to which a Director, authorised officer, employee or agent may now or later be entitled and shall be maintained for any person who has ceased their activity as Director, authorised officer, employee or agent.

VI. Auditor

Art. 28. Auditor. The general meeting of Shareholders shall appoint an approved independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) who shall carry out the duties prescribed by the Law and serve until its successor is elected.

VII. Annual accounts

Art. 29. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 January in each year and shall end on 31 December of the same year.

The accounts of the Company shall be expressed in Euro or to the extent permitted by laws and regulations such other currency, as the Board of Directors may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 7 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 30. Distribution Policy. The Shareholders shall, upon proposal from the Directors and within the limits provided by Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of and other distributions shall be effected and may from time to time declare, or authorise the Directors to declare distributions. Distributions may be made out of investment income, capital gains or capital.

For any Sub-Fund or Class of Shares, the Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. Distribution Shares confer in principle on their holders the right to receive dividends declared on the portion of the net assets of the Company attributable to the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below. Accumulation Shares do not in principle confer on their holders the right to dividends. The portion of the net assets of the Company attributable to accumulation Shares of the relevant Class of Shares in accordance with the provisions below shall automatically increase the Net Asset Value of these Shares.

Dividends may further, in respect of any Class of Shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Class of Shares and which, in such event, will in respect of such Class of Shares, be credited upon issue of Shares and debited upon redemption of Shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such Shares.

Dividends will normally be paid in the currency in which the relevant Class of Shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

The Board of Directors may decide that dividends be automatically reinvested for any Sub-Fund or Class of Shares unless a Shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of such dividends. However, no dividends will be paid if their amount is below an amount to be decided by the Board of Directors from time to time and published in the sales documents of the Company. Such dividends will automatically be reinvested.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by law.

Declared dividends not claimed within five years of the due date will lapse and revert to the relevant Sub-Fund or Class. The Board of Directors has all powers and may take all measures necessary for the implementation of this position. No interest shall be paid on a dividend declared and held by the Company at the disposal of its beneficiary.

VIII. Dissolution, Termination, Merger and division

Art. 31. Dissolution of the Company, Termination of Sub-Funds or Share Classes.

Art. 31.1. Dissolution of the Company. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Class of Shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class of Shares or each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Class of Shares of each Sub-Fund either in cash or, upon the prior consent of the Shareholder, in kind.

Any funds to which Shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the benefit of the persons entitled thereto to the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

Art. 31.2. Termination of Sub-Funds or Classes of Shares. The Directors may decide at any moment the termination of any Sub-Fund or a Class of Shares in a Sub-Fund. In such case, the Directors may offer to the Shareholders of such Sub-Fund or Class of Shares the conversion of their Class of Shares into Classes of Shares of another Sub-Fund or the same Sub-Fund, under terms fixed by the Directors.

The Directors may decide to terminate a Sub-Fund in the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund. The liquidation proceeds less possible costs of liquidation will be divided among the shareholders of the respective Sub-fund according to their entitlement.

Furthermore, under the same circumstances as mentioned above, the Directors may decide to close a Class of Shares in a Sub-Fund and to pay out to the shareholders of this Class of Shares the Net Asset Value per Share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-Fund or Class of Shares prior to the effective date of the termination, which will indicate the reasons for and the procedure of the termination operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or Class of Shares concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses as well as, where applicable, liquidation costs prior to the date effective for the termination.

Liquidation proceeds or assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the termination will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto. If not claimed they shall be forfeited in accordance with Luxembourg Law.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund (or Class as the case may be) may, upon proposal from the Board of Directors, decide that all Shares of such Sub-Fund (or Class of Shares) shall be terminated. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast if such decision does not result in the liquidation of the Company.

All redeemed Shares will be cancelled in the books of the Company.

Art. 32. Merger of the Company, Merger of Sub-Funds and consolidation of Classes of Shares.

Art. 32.1. Merger of the Company. The Company may, either as a merging UCITS or as a receiving UCITS, be subject to cross-border and domestic mergers in accordance with the definitions and conditions set out in the Law.

In case the Company is the receiving UCITS, the Directors of the Company are competent to decide on such a merger and on the effective date of such a merger.

In case the Company is the merging UCITS and thereby ceases to exist, the general meeting of shareholders, deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting, shall be competent to decide on the merger and on the effective date of merger. The effective date of merger shall be recorded by notarial deed.

Further, the Company may merge with other UCIs offering equivalent protection to UCITS in accordance with applicable laws and regulations.

Art. 32.2. Merger of Sub-Funds. Any merger of a Sub-Fund shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Sub-Fund(s) where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of Shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of the votes cast.

The merger of Sub-Funds can be performed between a Sub-Fund of the Company, either as a merging Sub-Fund or as a receiving Sub-Fund, with another Sub-Fund of the Company, with a foreign or a Luxembourg UCITS or Sub-Fund of a foreign or Luxembourg UCITS.

Any merger will be performed in accordance with the provisions set forth in the Law and any implementing regulation (relating in particular to the notification to the Shareholders concerned).

Further, the merger can be performed, in accordance with applicable laws and regulations, between any Sub-Fund, either as a merging Sub-Fund or a receiving Sub-Fund, with another UCI or Sub-Fund of a UCI offering equivalent protection to UCITS.

Art. 32.3. Consolidation of Classes of Shares. The Board of Directors may decide at any moment to consolidate a Class of any Sub-Fund with another Class of the same Sub-Fund or a Class of another Sub-Fund. Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund (or Class as the case may be) may, upon proposal from the Board of Directors, decide upon the consolidation of Classes of Shares in the same or different Sub-Fund. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast if such decision does not result in the liquidation of the Company.

Art. 32.4. Division of a Sub-Fund or Class of Shares. The Board of Directors may decide to reorganise a Sub-Fund or Class of Shares by means of a division into two or more Sub-Funds or Classes of Shares.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraphs, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund (or Class as the case may be) may, upon proposal from the Board of Directors, decide upon the division of a Sub-Fund or of Classes of Shares in the same Sub-Fund.

There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast, if such decision does not result in the liquidation of the Company.

IX. General provisions

Art. 33. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 34. General provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law") and the Law.

Subscription and payment

These Articles having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price per share
Oppenheim Asset Management Services S. à r.l.	310	EUR 100
Total	310	EUR 31,000

All these shares have been entirely paid up of by payments in cash, so that the sum of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proven to the notary.

Transitory provisions

The first year will start at the incorporation of the Company and will end on the 31st of December 2015, and the first annual general meeting will be held on the 1st Wednesday of June 2016 at 11.00 a.m.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the appearing party as a result of its formation are estimated at approximately three thousand euro (EUR 3,000.-).

Extraordinary general meeting

The single shareholder, representing the entire subscribed capital, has taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as Directors of the Company for a period ending with the next annual general meeting in 2016:

1) Mr. Thomas ALBERT, managing director of Oppenheim Asset Management S.à r.l. and Chairman of the Board of Directors of the Company, born on 1 September 1970 in Ingelheim am Rhein, Germany, with professional address in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;

2) Mr. Stephan RUDOLPH, managing director of Oppenheim Asset Management S.à r.l. and member of the Board of Directors of the Company, born on 19 June 1972 in Washington, D.C., USA, with professional address in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;

3) Mr. Thomas FESTERLING, Director - Head of Product Management - Customized Funds of Deutsche Asset & Wealth Management Investment GmbH and member of the Board of Directors of the Company, born on 17 September 1979 in Bonn, Germany, with professional address at Mainzer Landstrasse 178-190, D-60327 Frankfurt am Main.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Third resolution

The following is elected as independent auditor for a period ending with the next annual general meeting in 2016: KPMG Luxembourg, Société coopérative, having its registered office at 39, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the R.C.S. Luxembourg under number B 149.133.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed, including the articles of incorporation, is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: S. Ebert et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 2, le 27 février 2015. Relation: 2LAC/2015/4377. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015039653/799.

(150044938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Clever Games S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 124.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Mandataire

Référence de publication: 2015024130/10.

(150027774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2015.

BIL Pension Fund, Association d'Épargne-Pension.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg I 10.

L'an deux mille quinze, le dix-neuf février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de BIL PENSION FUND, une association d'épargne pension à compartiments multiples, ayant son siège social à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch, constituée suivant acte notarié, en date du 27 décembre 2001, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 167 du 30 janvier 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Françoise Laroche, professionnellement résidant à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch, qui nomme comme secrétaire Madame Simone Wallers, professionnellement résidant à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

L'assemblée élit Madame Catherine de Lannoy, professionnellement résidant à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch, comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. - Que le nom des associés présents ou représentés et les mandataires des associés représentés sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement,

II. - Que conformément à l'article 31 de la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (Sepcav) et d'association d'épargne-pension (Assep) et conformément à l'article 7 des statuts de l'Assep, les convocations établissant l'ordre du jour de l'assemblée ont été envoyées aux associés nominatifs le 12 février 2015,

III. - Qu'il résulte de la liste de présence que les 6 associés représentant l'ensemble des associés de l'Assep, sont présents ou représentés à la présente assemblée,

IV. - Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1) Refonte complète des statuts et annexe aux statuts suite à des modifications du texte d'un certain nombre d'articles des statuts et annexe aux statuts;

2) Refonte complète du règlement de pension général suite à des modifications du texte d'un certain nombre d'articles du règlement de pension général.

L'assemblée, après avoir constaté que les modifications statutaires ont été approuvées par la Commission de Surveillance du Secteur Financier et après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts et de l'annexe aux statuts suite à des modifications du texte d'un certain nombre d'articles des statuts et de l'annexe aux statuts.

Les statuts auront la teneur suivante:

STATUTS

Art. 1^{er}. Dénomination et siège social. Il est créé entre les fondateurs et tous ceux qui deviendront associés par la suite, une association d'épargne-pension à compartiments multiples, ci-après dénommée "l'Association", conformément à la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcev) et d'association d'épargne-pension (assep) telle que modifiée, ci-après dénommée "la Loi".

L'Association a pour dénomination «BIL PENSION FUND» et son siège social est fixé au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Art. 2. Objet social, affiliés et bénéficiaires.

2.1. L'Association a pour objet social la collecte d'avoirs et leur placement dans le but de répartir les risques d'investissement et d'optimiser les résultats de la gestion de ses actifs en conférant à ses affiliés et bénéficiaires le bénéfice d'un capital ou d'une rente temporaire ou viagère, attribués par référence à la retraite ou à la perspective d'atteindre la retraite et, le cas échéant, de prestations accessoires, sous la forme de versements en cas de décès, d'invalidité ou de cessation d'activité, ou sous la forme d'aides ou de services en cas de maladie, d'indigence ou de décès.

L'Association peut agir comme mandataire ou intermédiaire en vue de la transformation d'une prestation de retraite sous forme de capital en rente viagère ainsi qu'en vue de la mise en place en faveur des affiliés et bénéficiaires de prestations accessoires à fournir par d'autres institutions financières ou des entreprises d'assurance-vie.

2.2. Les affiliés et bénéficiaires sont les personnes définies comme telles dans le règlement général de pension.

Art. 3. Durée de l'Association.

3.1. L'Association est constituée pour une durée illimitée.

3.2. L'Assemblée Générale se réserve le droit de dissoudre l'Association conformément à la Loi et à l'article 14 des présents statuts.

Art. 4. Fonctionnement des compartiments.

4.1. L'Association à compartiments multiples constitue une seule et même entité juridique. Conformément à l'article 37 de la Loi, les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Chaque compartiment correspond à une partie distincte du patrimoine de l'Association.

4.2. Dans les relations des affiliés et bénéficiaires actuels entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part.

4.3. Chaque compartiment est géré conformément au règlement de pension général, au règlement de pension spécifique et à la note technique spécifique qui lui est propre.

Pour chaque compartiment, il n'est géré qu'un seul régime complémentaire de pension, et il n'existe donc qu'un seul règlement de pension spécifique, décrivant les caractéristiques du régime de ce compartiment.

4.4. Pour chaque compartiment, l'ensemble des frais récurrents sont prélevés au sein du compartiment qui les génère à moins que le règlement de pension spécifique ou la note technique spécifique n'en disposent autrement et portent ces frais, en tout ou en partie, à charge de la (des) entreprise(s) cotisante(s). Par frais récurrents, on entend notamment les frais de révision, de banque dépositaire, de gestion d'actif et de gestion de passif, ainsi que toutes taxes ou charges sociales éventuelles. Pour les frais frappant indistinctement les compartiments du fonds de pension, ceux-ci seront répartis au prorata des provisions techniques du compartiment.

4.5. Les droits des affiliés et bénéficiaires et des créanciers relatifs à un compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment sont limités aux actifs de ce compartiment.

Les actifs d'un compartiment répondent exclusivement des droits des affiliés et bénéficiaires relatifs à ce compartiment et des droits des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment.

4.6. Chaque compartiment peut être liquidé séparément sans qu'une telle liquidation ait pour effet d'entraîner la liquidation d'un autre compartiment. Seule, la liquidation du dernier compartiment entraîne la liquidation de l'Association.

Art. 5. Associés de l'Assep.

5.1. Le nombre minimum des associés ne peut être inférieur à trois personnes, physiques ou morales, et doit compter au minimum un affilié, un bénéficiaire actuel et un représentant de la ou des entreprise(s) cotisante(s). En l'absence de bénéficiaire actuel, les associés compteront, outre le représentant de la ou des entreprises cotisantes, au moins deux représentants des affiliés.

5.2. Le nombre d'associés est, pour un compartiment donné, fixé à trois personnes physiques ou morales, et doit compter un affilié, un bénéficiaire actuel et un représentant de la ou des entreprise(s) cotisante(s). En l'absence de bénéficiaire actuel, les associés d'un compartiment compteront, outre le représentant de la ou des entreprises cotisantes, au moins deux représentants des affiliés.

5.3. Pour un compartiment donné, un associé qui cesse d'appartenir à l'entreprise cotisante correspondante, qui démissionne, qui est exclu, qui décède ou qui ne présente plus les qualités qui justifiaient sa nomination, perd automatiquement son statut d'associé.

5.4. L'Assemblée Générale d'un compartiment, sous réserve de l'accord de l'autorité de contrôle, peut prononcer, à la majorité des deux tiers des voix, l'exclusion d'un associé de ce compartiment. L'associé sera prévenu de son exclusion par lettre recommandée.

5.5. Pour un compartiment donné, l'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées ou qu'une ou plusieurs des entreprises cotisantes ont versées pour lui, le tout sans préjudice de ses droits en tant qu'affilié ou bénéficiaire de l'Association.

5.6. Pour un compartiment donné, le fait qu'un associé perde son statut d'associé entraîne la nomination d'un nouvel associé lors de l'Assemblée Générale suivante de ce compartiment. Cette nomination devra respecter la répartition initiale, soit un représentant de l'entreprise cotisante, un représentant des bénéficiaires et un représentant des affiliés. En l'absence de bénéficiaire actuel, le compartiment comptera au moins deux représentants des affiliés.

5.7. Pour un compartiment donné, le Conseil d'Administration, sous réserve de l'accord de l'autorité de contrôle, propose le nouvel associé en remplacement de l'associé démissionnaire, décédé, exclu ou ne présentant plus les qualités qui justifiaient sa nomination.

Art. 6. Couverture des engagements et mode de répartition des avoirs.

6.1. Chaque compartiment de l'Association doit constituer des provisions techniques suffisantes pour couvrir ses engagements.

6.2. Chaque compartiment de l'Association doit établir à tout moment, pour l'éventail complet de ses régimes de retraite, un montant adéquat de provisions techniques correspondant aux engagements financiers qui résultent de son portefeuille de contrats de retraite existants. Dans le cas contraire, la ou les entreprises cotisantes dudit compartiment doi(ven)t suppléer aux insuffisances y constatées selon un plan de refinancement soumis à l'approbation de l'autorité de contrôle. S'il existe plus d'une entreprise cotisante pour ce compartiment, l'insuffisance sera répartie entre ces entreprises au prorata des droits acquis des affiliés, anciens affiliés titulaires de droits acquis et bénéficiaires de chaque entreprise cotisante. Lors de la constatation de cette insuffisance, l'ensemble des créances spécifiques devra être réglé en priorité par chacune des entreprises cotisantes concernées.

Par «créance spécifique du compartiment», on entend une créance de ce compartiment sur une entreprise cotisante, clairement identifiée vis-à-vis de celle-ci et lui totalement imputable.

Par «avoirs d'un compartiment», on entend le total de l'actif bilantaire de ce compartiment, déduction faite de toutes les provisions autres que techniques de ce compartiment.

6.3. L'Association est soumise aux dispositions de l'article 76 de la Loi.

6.4. Pour chaque compartiment et dans le cadre des articles 6.5. et 14.2., lorsqu'une répartition des avoirs de ce compartiment entre les entreprises cotisantes doit avoir lieu, elle s'effectue en attribuant à chaque entreprise cotisante, pour compte des affiliés, anciens affiliés titulaires de droits acquis et bénéficiaires de cette entreprise cotisante, au prorata des droits acquis de ceux-ci, les avoirs de ce compartiment.

Si par ailleurs, une entreprise cotisante n'a pas effectué toutes ses dotations ou contributions à ce compartiment ou si le compartiment a encore d'autres créances spécifiques vis-à-vis de cette entreprise cotisante, ces dotations ou contributions ou créances seront déduites des avoirs à attribuer à ladite entreprise cotisante.

6.5. Pour un compartiment donné, si l'entreprise cotisante disparaît ou se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses obligations, le compartiment concerné reste lié envers les affiliés, anciens affiliés titulaires de droits acquis et bénéficiaires à concurrence des actifs qu'il détient et des produits financiers qu'il réalise. Les actifs du compartiment pourront soit y être maintenus, soit être transférés vers un organisme de pension autorisé par les autorités compétentes.

S'il existe plus d'une entreprise cotisante dans ce compartiment, et si l'une d'entre elles disparaît ou se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses obligations ou décide de quitter le compartiment ou encore, cesse de faire partie du groupe d'entreprises auquel le compartiment est dédié, sous réserve de l'accord des autorités de contrôle, une partie des actifs du compartiment sera attribuée à cette entreprise cotisante selon l'article 6.4. en vue d'être transférée vers un organisme de pension autorisé par les autorités compétentes ou, le cas échéant, si l'entreprise cotisante disparaît ou se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses obligations, vers un autre compartiment de l'Association spécialement constitué ou désigné.

Le transfert met fin aux obligations du compartiment envers les affiliés de l'entreprise cotisante concernée.

Lors d'un transfert, tout surplus éventuel est également transféré pour être affecté au financement des droits des affiliés, anciens affiliés titulaires de droits acquis et bénéficiaires.

6.6. Pour chaque compartiment, les bases techniques utilisées lors de la détermination des provisions techniques doivent être adaptées aux types de risque dont la couverture est prévue au règlement de pension spécifique.

6.7. Les provisions techniques de l'Association, tous compartiments confondus, doivent atteindre le minimum requis par l'article 28 (1) de la Loi, et ce, dans le délai imposé par celle-ci.

Art. 7. Assemblée générale.

7.1. Une délibération de l'Assemblée Générale, composée de tous les associés de l'Association de tous les compartiments, est nécessaire pour prendre les décisions suivantes:

- a) modifier les statuts et le règlement de pension général, sans préjudice de l'article 7.3.;
- b) nommer ou révoquer un administrateur;
- c) approuver les comptes;
- d) dissoudre l'Association.

7.2. L'Assemblée Générale annuelle aura lieu le premier lundi du mois de mai suivant la clôture ou, si ce jour est un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit au siège social de l'Association ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans la convocation.

D'autres Assemblées Générales pourront se tenir aux dates et lieux spécifiés dans les avis de convocations y relatifs.

7.3. Des Assemblées Générales des associés d'un compartiment donné pourront se tenir en vue de statuer sur des sujets touchant exclusivement à ce compartiment et en particulier, pour modifier le règlement de pension et la note technique spécifiques de ce compartiment.

Toutefois, l'Assemblée Générale des associés d'un compartiment ne pourra statuer sur la modification du règlement de pension et de la note technique spécifiques à ce compartiment qu'après en avoir, préalablement, informé le Conseil d'Administration de BIL Pension Fund. En outre, si la modification proposée est susceptible d'augmenter les obligations

ou de diminuer les droits de l'Association, le Conseil d'Administration devra, préalablement, marquer son accord exprès sur cette modification.

Lorsqu'une Assemblée Générale des associés d'un compartiment est convoquée, seuls les associés de ce compartiment y ont un droit de vote.

7.4. L'Assemblée Générale doit être convoquée par le Conseil d'Administration de l'Association ou lorsqu'un cinquième des associés de l'Association en fait la demande. Cette demande signée par les associés qui l'ont formulée, doit être accompagnée d'une proposition d'ordre du jour.

7.5. L'avis de convocation à une Assemblée Générale doit être envoyé à tous les associés concernés au moins cinq jours ouvrables avant la tenue de celle-ci et contenir l'ordre du jour.

7.6. L'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur les objets à l'ordre du jour fixés dans l'avis de convocation, à moins que tous les associés soient présents ou représentés et consentent à l'unanimité à amender ou compléter l'ordre du jour.

7.7. Tous les associés ont un droit de vote égal à l'Assemblée Générale et, excepté les cas prévus par la Loi ou par les statuts, les résolutions sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

7.8. Chaque associé peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre associé. Chaque associé peut représenter un nombre non limité d'associés.

7.9. Les résolutions de l'Assemblée Générale sont rédigées et signées par le secrétaire nommé par l'Assemblée Générale et consignées dans un registre tenu au siège de l'Association. Tous les associés, affiliés et bénéficiaires peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre. Tous associés et tiers justifiant d'un intérêt légitime peuvent demander des extraits signés par le président du Conseil d'Administration et par un administrateur.

Art. 8. Gestionnaire de passif.

8.1. Pour chaque compartiment, la gestion de passif peut être déléguée à un gestionnaire de passif au sens de l'article 52 (1) de la Loi, sur décision du Conseil d'Administration.

8.2. Sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle, les gestionnaires de passif sont nommés et révoqués par le Conseil d'Administration de l'Association.

8.3. Les fonctions de gestionnaire de passif prennent fin dans les conditions prévues à l'article 49 (5) de la Loi, ou suite à la résiliation par le gestionnaire de passif, du mandat de gestion conclu entre lui et ledit compartiment suite à la délégation dont question à l'article 8.1. des statuts, et sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle.

Art. 9. Banques Dépositaires.

9.1. Pour chaque compartiment, il est désigné une banque dépositaire, en vue de la conservation des actifs de l'Association, conformément aux dispositions prévues à l'article 42 (1) de la Loi.

9.2. Sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle, les dépositaires sont nommés et révoqués par le Conseil d'Administration de l'Association.

9.3. Les fonctions de dépositaire prennent fin dans les conditions prévues à l'article 45 de la Loi.

Art. 10. Gestionnaires d'actif.

10.1. Pour chaque compartiment, la gestion d'actif peut être déléguée à un gestionnaire d'actif au sens de l'article 47 (1) de la Loi, sur décision du Conseil d'Administration.

10.2. Les gestionnaires d'actif sont nommés et révoqués par le Conseil d'Administration, sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle.

10.3. Les fonctions de gestionnaire d'actif prennent fin dans les conditions prévues à l'article 47 (4) de la Loi, ou suite à une résiliation par le gestionnaire d'actif du mandat de gestion conclu entre lui et ledit compartiment suite à la délégation dont question à l'article 10.1. des statuts, et sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle.

Art. 11. Modification des statuts, du règlement de pension général, des règlements de pension spécifiques et des notes techniques spécifiques.

11.1. L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur des modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci a été préalablement approuvé par l'autorité de contrôle et s'il est spécialement indiqué dans la convocation.

11.2. L'Assemblée Générale ne délibère valablement que si les deux tiers des associés sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle Assemblée Générale peut être convoquée. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés.

11.3. Sans préjudice des articles 8.3. et 9.3. des statuts, toute modification des statuts exige la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés.

11.4. Toute modification des statuts doit être publiée, au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'article 34 de la Loi.

11.5. Sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle, l'Assemblée Générale de l'Association est seule compétente pour constituer et modifier le règlement de pension général.

Sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle et, le cas échéant, du Conseil d'Administration, seules les assemblées générales d'associés d'un compartiment de l'Association seront compétentes pour constituer et modifier le règlement de pension spécifique et la note technique spécifique liés à ce compartiment.

Une modification du règlement de pension général ou des règlements de pension spécifiques qui le composent fera l'objet d'une information aux affiliés selon des modalités précisées dans le règlement spécifique de chaque compartiment.

Les procédures d'information seront toutefois limitées aux affiliés d'un compartiment lorsque ceux-ci sont seuls concernés par une modification du règlement spécifique.

Art. 12. Conseil d'Administration.

12.1. Le Conseil d'Administration est composé de trois membres au moins et de six membres au plus, élus par l'Assemblée Générale pour une durée de 6 ans.

Le Conseil d'Administration gère les affaires de l'Association et la représente dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires. Il nomme en son sein un président et un vice-président.

L'Association est engagée à l'égard des tiers, en toutes circonstances, par la signature conjointe de deux administrateurs.

12.2. Un membre du Conseil d'Administration qui perd sa qualité à la suite de sa démission, de son décès ou parce qu'il ne présente plus les qualités qui justifiaient sa nomination, sera remplacé dans les plus brefs délais dans la mesure où son départ porterait le nombre d'administrateurs à moins de trois. Le cas échéant, les administrateurs restants peuvent coopter un nouvel administrateur, ce dernier agissant en cette qualité jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale suivante.

12.3. Le Conseil d'Administration peut prendre des décisions à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés. Chaque administrateur peut se faire représenter par un autre membre du Conseil d'Administration. Chaque administrateur peut représenter un nombre non limité de membres du Conseil d'Administration.

12.4. Le Conseil d'Administration dispose de tous les pouvoirs pour gérer les affaires de l'Association conformément à son objet social dans la mesure où les statuts et la Loi le lui permettent.

12.5. Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le vice-président et versés dans un registre tenu au siège social de l'Association.

12.6. Les membres du Conseil d'Administration sont les personnes qui remplissent les conditions de l'article 53 (5) de la Loi.

12.7. Le Conseil d'Administration peut, sous sa responsabilité, déléguer à des tiers tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière.

12.8. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'Association.

12.9. Le Conseil d'Administration, sous réserve de l'accord de l'autorité de contrôle, peut créer au sein de l'Association de nouveaux compartiments pour une nouvelle entreprise cotisante, de nouveaux affiliés et bénéficiaires. Lors de la création d'un compartiment, il est seul compétent pour accepter ou refuser la qualité d'associé aux représentants présents d'un compartiment ainsi créé.

12.10. Sans préjudice des dispositions relatives au règlement de pension spécifique afférent à chacun des compartiments et sous réserve de l'approbation de l'autorité de contrôle et de l'Assemblée Générale du compartiment concerné, le Conseil d'Administration est également compétent pour décider du transfert de tout ou partie de l'actif et/ou du passif d'un compartiment de l'Association à un autre compartiment ou à un organisme de pension agréé ainsi que de la fusion d'un compartiment avec un autre ou encore de la liquidation d'un compartiment.

12.11. Sans préjudice des dispositions relatives au règlement de pension spécifique afférent à chacun des compartiments et sous réserve de l'approbation préalable de l'autorité de contrôle et de l'Assemblée Générale du compartiment concerné, le Conseil d'Administration peut, pour un compartiment donné, verser à la ou aux entreprise(s) cotisante(s) dudit compartiment, tout surplus éventuel constaté après extinction complète de tous les engagements du compartiment envers les affiliés, anciens affiliés avec droits acquis et bénéficiaires, après extinction complète de tous les engagements du compartiment envers les tiers et après avoir apuré les créances éventuelles du compartiment.

12.12. Le Conseil d'Administration nomme le réviseur d'entreprises. Celui-ci est rémunéré par les compartiments du fonds, conformément à l'article 4.4.

Art. 13. Exercice comptable et comptes annuels.

13.1. L'exercice comptable débute le premier janvier et se termine le 31 décembre.

13.2. Les comptes de l'Association sont exprimés en euros ou, en ce qui concerne un compartiment déterminé, dans la ou les devise(s) déterminée(s) par le Conseil d'Administration. Si un des compartiments opte pour une devise autre que l'euro, ses comptes sont convertis en euros et combinés en vue de déterminer les comptes globalisés de l'Association.

13.3. Les comptes annuels sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport du Conseil d'Administration sont publiés et mis à la disposition des associés au moins 15 jours avant chaque Assemblée Générale annuelle.

Art. 14. Dissolution et liquidation de l'Association.

14.1. L'Assemblée Générale ne peut décider la dissolution de l'Association et sa liquidation que si les deux tiers de ses associés sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle Assemblée Générale peut être convoquée. La seconde Assemblée Générale délibère valablement, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés. La dissolution ne sera admise que si elle est votée à la majorité des trois quarts des associés présents ou représentés.

14.2. L'Assemblée Générale qui a prononcé la dissolution, en vertu de l'article 14.1. des statuts arrête, à la date de dissolution de l'Association et de sa liquidation, les droits acquis de chaque affilié et de chaque bénéficiaire.

Les avoirs de chaque compartiment seront transférés vers un ou plusieurs organismes de pension autorisés par les autorités compétentes. Si une répartition des avoirs d'un compartiment doit être effectuée entre entreprises cotisantes, elle se fera conformément aux dispositions de l'article 6.4.

Lors d'un transfert, tout surplus éventuel sera également transféré pour être affecté au financement des droits des affiliés, anciens affiliés titulaires de droits acquis et bénéficiaires.

14.3. Lorsque les provisions techniques de l'Association sont inférieures aux deux tiers du minimum légalement requis, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de l'Association à l'Assemblée Générale délibérant dans les conditions de l'article 14.1.

14.4. Lorsque les provisions techniques de l'Association sont inférieures au quart du minimum légalement requis, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de l'Association à l'Assemblée Générale qui ne délibère valablement que si les deux tiers de ses associés sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle Assemblée Générale peut être convoquée. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quel que soit le nombre des associés présents ou représentés. La dissolution ne sera admise que si elle est votée à la majorité simple des associés présents ou représentés.

14.5. Dans les cas prévus aux articles 14.3. et 14.4., la convocation de l'Assemblée Générale doit se faire de façon à ce que cette dernière soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que les provisions techniques sont devenues inférieures aux deux tiers du minimum légal ou au quart de ce minimum légal, selon le cas.

Art. 15. Loi. Les présents statuts seront interprétés selon la loi luxembourgeoise.

L'annexe aux statuts aura la teneur suivante:

Annexe aux statuts

Compartiment Bourse de Luxembourg

1. Institution. Il est créé un compartiment dénommé "Bourse de Luxembourg" au sein de BIL Pension Fund. L'objet du compartiment est de financer des prestations destinées à compléter les prestations des régimes légaux de sécurité sociale en cas de retraite ou de décès des salariés à occupation principalement intellectuelle de la Société de la Bourse de Luxembourg, société anonyme, et des entreprises de son groupe, collectivement définies comme «entreprises cotisantes» dans le règlement de pension spécifique.

La forme retenue est celle d'un régime externe à l'entreprise, de type fonds de pension.

En cas de cessation d'activité de BIL Pension Fund, les entreprises cotisantes du présent compartiment garantiront la continuation du présent régime complémentaire de pension. A cet effet, les droits et obligations découlant de ce régime seront repris par un nouveau support juridique à déterminer par ces entreprises cotisantes.

2. Précédente Annexe. Il est convenu que la présente annexe remplace la précédente annexe aux statuts du BIL Pension Fund et relative au compartiment Bourse de Luxembourg telle que modifiée par l'assemblée générale extraordinaire du 15 mars 2013.

3. Assemblée générale des associés du compartiment Bourse de Luxembourg. Les dispositions suivantes s'appliquent à l'assemblée générale des associés du compartiment Bourse de Luxembourg de BIL Pension Fund.

L'assemblée générale des associés représente les associés. Les résolutions prises s'imposent à tous les associés.

L'assemblée générale des associés du compartiment Bourse de Luxembourg est compétente pour apporter des modifications au règlement de pension spécifique et à la note technique spécifique. L'assemblée générale des associés informera cependant, préalablement, le Conseil d'Administration de BIL Pension Fund de toute modification qu'elle souhaiterait apporter à ces documents.

Si une telle modification est susceptible d'augmenter les obligations ou de diminuer les droits de l'Association, le Conseil d'Administration de BIL Pension Fund devra, préalablement, donner son accord exprès sur cette modification.

L'assemblée générale est convoquée par le doyen d'âge des associés.

L'assemblée générale se réunira chaque fois qu'un des associés en présentera la demande au doyen des associés.

L'assemblée générale se réunit, dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation doit stipuler l'ordre du jour de l'assemblée générale et doit être envoyée au moins huit jours avant l'assemblée à tout associé à son adresse portée au registre des associés. Les convocations aux associés sont effectuées par lettre recommandée.

Chaque fois que tous les associés sont présents ou représentés et qu'ils déclarent se considérer comme dûment convoqués et avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour soumis à leur délibération, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

Les affaires traitées lors d'une assemblée générale sont limitées aux points contenus dans l'ordre du jour et aux affaires connexes à ces points.

L'assemblée ne peut délibérer sur d'autres points que si tous les associés sont présents ou représentés et sont unanimement d'accord.

Tous les associés ont un droit de vote égal, chacun d'eux disposant d'une voix.

Un associé peut se faire représenter à toute assemblée générale par un mandataire qui n'a pas besoin d'être associé, en lui conférant un pouvoir écrit.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les statuts du BIL Pension Fund, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés et votant lors de telles assemblées.

Les décisions de l'assemblée générale sont communiquées aux associés par simple lettre.

Deuxième résolution:

L'assemblée décide de procéder à la refonte complète du règlement de pension général suite à des modifications du texte d'un certain nombre d'articles du règlement de pension général.

Une copie dudit règlement restera annexée aux présentes pour être formalisé avec elles.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. LAROCHE, S. WALLERS, C. DE LANNOY et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 27 février 2015. Relation: 1LAC/2015/6151. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 mars 2015.

Référence de publication: 2015039579/362.

(150045276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Nickel Grafton One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 192.274.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2015022912/10.

(150026765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.

OCM Luxembourg OPPS VII Blocker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 136.567.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 30 janvier 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme Figen Eren, M. Christopher Boehringer et M. Franck Laval avec effet du 31 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg OPPS VII Blocker Sàrl

Référence de publication: 2015022952/13.

(150026221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2015.
